

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### PAGESJAUNES GROUPE

Société anonyme au capital de 55 757 922 euros.  
Siège social : 7, avenue de la Cristallerie, 92317 Sèvres.  
552 028 425 R.C.S. Nanterre.

#### A. – Comptes sociaux.

#### I. – Bilan au 31 décembre 2005.

Actif	Brut	Amortissements et provisions	31/12/2005 Net	31/12/2004	Variation
Participations	4 186 249 545	17 702 152	4 168 547 393	4 151 597 393	16 950 000
Créances rattachées à des participations	15 308 663		15 308 663	18 093 982	- 2 785 319
Prêt FT	64 208 008		64 208 008	0	64 208 008
Actions propres	2 207 686	59 886	2 147 800	0	2 147 800
Total actif immobilisé	4 267 973 902	17 762 038	4 250 211 864	4 169 691 375	80 520 489
Créances clients	1 464 467	153 970	1 310 497	2 429 715	- 1 119 217
Fournisseurs débiteurs	205 572		205 572	0	205 572
Créances fiscales et sociales	1 720 728		1 720 728	78 058 486	- 76 337 758
Créances sur filiales (intégration fiscale)	156 161 208		156 161 208		156 161 208
Créances diverses	6 401 204		6 401 204	2	6 401 202
Valeurs mobilières de placement	16 481 662		16 481 662	0	16 481 662
Disponibilités			0	0	0
Charges constatées d'avance	58 332		58 332	0	58 332
Total actif circulant	182 493 173	153 970	182 339 203	80 488 203	101 851 000
Ecart de conversion actif			0	130 619	- 130 619
Total actif	4 450 467 075	17 916 008	4 432 551 067	4 250 310 197	182 240 870

Passif	31/12/2005	31/12/2004	Variation
Capital	55 757 922	55 757 922	0
Prime d'émission	52 609 671	52 609 671	0
Réserve légale	5 575 792	5 481 000	94 792
Autres réserves	38 100 075	0	38 100 075
Réserve de plus value à long terme	0	39 064 179	- 39 064 179
Report à nouveau	3 689 152 909	0	3 689 152 909
Résultat de l'exercice	242 142 849	3 948 522 039	- 3 706 379 190
Capitaux propres	4 083 339 218	4 101 434 811	- 18 095 593

Provisions pour risques	0	130 620	- 130 620
Provisions pour charges	807 000	734 427	72 573
Provisions pour risques et charges	807 000	865 047	- 58 047
Concours bancaires courants	2 133 631		2 133 631
Emprunts et dettes financières diverses	185 650 798	139 764 577	45 886 221
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 556 100	2 266 799	- 710 699
Dettes diverses	115 350	0	115 350
Dettes fiscales et sociales	5 121 806	1 368 866	3 752 940
Dettes fiscales (IS)	151 426 759	4 610 097	146 816 662
Produits constatés d'avance	2 400 405	0	2 400 405
Dettes d'exploitation	348 404 849	148 010 339	200 394 510
Total passif	4 432 551 067	4 250 310 197	182 240 870

## II. – Compte de résultat.

	31/12/2005	31/12/2004	Variation
Prestations de services	9 827 408	4 970 649	4 856 759
Produits annexes	109 003	79 647	29 356
Reprises de provision et transferts de charges	290 096	0	290 096
Autres produits	2 144	5 600	- 3 456
Produits d'exploitation	10 228 651	5 055 896	5 172 755
Achats et prestations de services	13 186	10 000	3 186
Achats de sous-traitance		- 10 128	10 128
Achats non stockés matière et fournitures	5 616	705	4 911
Services extérieurs	612 551	23 326	589 225
Achats services extérieurs	10 474 602	3 977 228	6 497 374
Impôts, taxes et versements assimilés	192 411	- 23 647	216 059
Salaires	3 968 997	2 074 602	1 894 395
Charges sociales	1 586 841	1 125 463	461 377
Autres charges	113 027	5 145	107 882
Dotations aux provisions sur actif circulant	434 281	0	434 281
Dotations aux provisions sur risques et charges	34 531	102 298	- 67 767
Charges d'exploitation	17 436 042	7 284 991	10 151 051
Résultat d'exploitation	- 7 207 391	- 2 229 095	- 4 978 296
Produits de participation	248 324 882	2 635 569	245 689 313
Produits financiers de valeurs mobilières de placement et de créances de l'actif immobilisé	603 494	73 713	529 782
Reprises de provision	702 861	47 568	655 293
Produits financiers	249 631 237	2 756 850	246 874 388
Différence négative de change	113 586	0	113 586
Intérêts débiteurs	5 921 248	38 124	5 883 124
Dotations aux provisions	994 900	46 770	948 130
Charges financières	7 029 733	84 894	6 944 839
Résultat financier	242 601 504	2 671 956	239 929 548

Résultat courant	235 394 113	442 861	234 951 252
Produits exceptionnels sur opération de gestion		391 286	- 391 286
Produits exceptionnels sur opération en capital	39 427	3 959 321 134	- 3 959 281 707
Produits exceptionnels	39 427	3 959 712 420	- 3 959 672 993
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	- 98 581	0	- 98 581
Autres		7 023 145	- 7 023 145
Charges exceptionnelles	- 98 581	7 023 145	- 7 121 726
Résultat exceptionnel	138 008	3 952 689 275	- 3 952 551 267
Participation des salariés		0	0
Impôt sur les bénéfices	- 6 610 728	4 610 097	- 11 220 825
Résultat net	242 142 849	3 948 522 039	- 3 706 379 190

### III – Tableau des flux de trésorerie.

	31/12/2005
Opérations d'exploitation :	
Résultat net	242 143
Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie :	
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles	
Plus ou moins values de cession d'éléments d'actif	
Variation des provisions	473
Capacité d'autofinancement	242 616
Diminution (augmentation) des créances clients	889
Diminution (augmentation) des autres créances	- 156 541
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	- 595
Augmentation (diminution) des autres dettes	228 665
Variation du besoin en fonds de roulement	72 418
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	315 034
Opérations d'investissement :	
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	
Augmentation (diminution) des dettes sur fournisseurs d'immobilisations	
Acquisitions de titres de participation nettes de trésorerie acquise	- 14 481
Acquisitions d'actions propres	- 2 208
Produits de cession de titres de participation nets de trésorerie cédée	
Produits de cession des actifs corporels et incorporels	
Diminution (augmentation) des VMP et autres actifs à long terme	- 16 482
Flux de trésorerie affectés aux investissements	- 33 171
Opérations de financement :	
Emission d'emprunts à long terme	- 64 208
Remboursement d'emprunts à long terme	
Dividendes versés aux actionnaires	- 259 274
Augmentation de capital et capitaux propres	

Augmentation (diminution) des découverts bancaires et emprunts à court terme	
Contribution des actionnaires minoritaires	
Autres	
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	- 323 482
Variation nette de trésorerie	- 41 619

#### IV – Annexes.

##### 1 – Description de l'activité.

La société PagesJaunes Groupe a une activité de holding et à ce titre détient des filiales dont les activités présentent depuis près de 60 ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels, avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international.

Les comptes ci après détaillés couvrent une période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2005.

##### 2 – Règles et méthodes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de PagesJaunes Groupe ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement CRC du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Les principales méthodes sont décrites ci-dessous. Les chiffres sont présentés en milliers d'euros (k€).

2.1 – Principes de prise en compte des produits et des charges. – Les produits et charges sont comptabilisés en accord avec le Plan Comptable Général.

2.2 – Participations, autres titres immobilisés. – Les titres de participation sont inscrits à leur coût historique d'acquisition par PagesJaunes Groupe qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'opération.

Une provision pour dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité, appréciée par la Direction de PagesJaunes Groupe sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité, et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

2.3 – Créances clients. – Des provisions sont constituées sur la base d'une évaluation du risque de non recouvrement des créances. Les provisions sont fondées sur une appréciation individuelle ou statistique de ce risque de non recouvrement.

2.4 – Disponibilités et valeurs mobilières de placement – Les disponibilités au 31 décembre 2005 sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme, dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à leur date d'acquisition. Les titres de placement sont éventuellement provisionnés, sur la base du dernier cours de l'exercice.

2.5 – Provisions pour risques et charges. – En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel de cet engagement est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés. L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés.

Les modalités de détermination de cette provision s'effectuent sur la base d'une évaluation actuarielle, et tiennent compte de différents paramètres :

— Les tables INSEE 2000-2002 (table homme et table femme).

— Les taux de turnover retenus qui varient en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise ou de l'âge, et de la catégorie socioprofessionnelle.

— Age de départ à la retraite retenu, qui est de 62 ans.

— Les tables d'augmentation des salaires, qui sont définies en fonction de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle.

— Taux d'actualisation, fixé à 4,5 % pour la charge 2005 et à 4,0 % pour l'engagement de fin de période.

Les autres provisions pour risques sont la meilleure estimation possible du risque encouru par PagesJaunes Groupe.

2.6 – Résultat Financier. – Le résultat financier est principalement constitué des produits générés par les dividendes.

2.7 – Impôt sur les sociétés. – Au titre de la convention d'intégration fiscale conclue entre PagesJaunes Groupe et ses filiales, membres du Groupe fiscal, les économies d'impôt sont prises en compte par la société mère comme produit de l'exercice.

Le Groupe fiscal, dont PagesJaunes Groupe est la société de tête, intègre 6 sociétés au 31 décembre 2005.

##### 3 – Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.

3.1 – Participations et créances rattachées. – La variation des participations et créances rattachées s'analyse de la façon suivante :

(en k€)	Période close le 31 décembre				
	2005				2004
	% intérêt	Valeur brute	Provision	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Participations :					
PagesJaunes Outremer	100	76	0	76	76
PagesJaunes Liban	100	3 014	- 2 702	312	312
Eurodirectory	100	14 707	0	14 707	14 707
Kompass France	100	47 085	- 15 000	32 085	25 585

Kompass Belgium	100	1 799	0	1 799	1 799
Wanadoo Data	100	7 275	0	7 275	2 275
QdQ Media	100	91 719	0	91 719	91 719
Mappy	100	10 048	0	10 048	10 048
Cristallerie 1	100	38	0	38	38
PagesJaunes SA	100	4 005 038	0	4 005 038	4 005 038
Edicom	100	5 450	0	5 450	–
Total		4 186 249	- 17 702	4 168 547	4 151 597
Créances rattachées :					
Kompass France		0	0	0	2 792
QdQ Media		15 000	0	15 000	15 000
Kompass Belgium		309	0	309	302
Total		15 309	0	15 309	18 094

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

— Acquisition de Edicom SA pour 5 450 k€.

— Incorporation des créances de Wanadoo Data en capital pour 5 000 k€, ce qui porte la participation de PagesJaunes Groupe dans Wanadoo Data à 7 275 k€ au 31 décembre 2005.

— Incorporation des créances de Kompass France en capital pour 2 821 k€ et augmentation de capital de Kompass France de 3 679 k€, ce qui porte la participation de PagesJaunes Groupe dans Kompass France à 47 085 k€ au 31 décembre 2005.

— Incorporation des créances de PagesJaunes Liban en capital pour 889 k€, ce qui porte la participation de PagesJaunes Groupe dans PagesJaunes Liban à 3 014 k€ au 31 décembre 2005.

Les immobilisations financières de PagesJaunes Groupe, d'un montant total de 4 250 212 k€ au 31 décembre 2005 (4 169 691 k€ au 31 décembre 2004) comprennent en outre 100 000 actions propres, pour un prix de revient de 2 207 k€. Ces actions propres ont été provisionnées à hauteur de 60 k€ au 31 décembre 2005, sur la base du cours de bourse moyen du mois de décembre 2005.

3.2 – Actions propres. -En novembre 2005, PagesJaunes Groupe a mis en place un contrat de liquidité d'un montant de 17 000 k€. Dans ce cadre, au cours de l'exercice, PagesJaunes Groupe a acheté 281 600 actions propres et vendu 181 600 actions propres. Par conséquent, PagesJaunes Groupe détient, au 31 décembre 2005, 100 000 actions propres comptabilisées en immobilisations financières, soit 0,04 % de son capital.

3.3 – Prêt. – PagesJaunes Groupe a consenti à France Telecom, en juin 2005, un prêt d'un montant de 64 208 k€. Ce prêt sera remboursé en trois échéances égales, les 15 avril 2006, 2007 et 2008, et porte intérêt à un taux fixe de 2,65 %.

3.4 – Créances clients et provisions pour dépréciation des créances.

(en k€)	Période close le 31 décembre	
	2005	2004
Créances clients brutes	1 464	2 429
Provisions pour dépréciation	- 154	–
Créances clients nettes	1 310	2 429

Ces créances correspondent principalement aux managements fees facturés par PagesJaunes Groupe à ses filiales. Une provision de 100 % a été constatée au 31 décembre 2005 sur la créance PagesJaunes Liban, compte tenu de la situation financière de la société.

3.5 – Créances à plus et moins d'un an. La totalité des créances est à moins d'un an.

3.6 – Disponibilités, valeurs mobilières de placement et comptes courants. Les disponibilités incluent la trésorerie placée auprès de PagesJaunes SA pour une durée inférieure ou égale à 3 mois.

(en k€)	Période close le 31 décembre	
	2005	2004
Valeurs mobilières de placement	16 482	0
Comptes courants Wanadoo Data + PagesJaunes OM	6 401	0
Comptes courants d'intégration fiscale	156 161	0
Disponibilités, VMP et Comptes courants	179 044	0
Comptes courants avec PagesJaunes SA	185 651	139 764
Autres dettes financières	2 133	0
Endettement financier brut	187 784	139 764
Part à moins d'un an	187 784	139 764

Part à plus d'un an	0	0
Trésorerie (endettement) net (1)	8 740	- 139 764
<i>(1) Y compris comptes courants d'intégration fiscale</i>		

Les comptes courants débiteurs avec les autres filiales, présentant un solde de 156 161 k€ au 31 décembre 2005, sont constitués uniquement de la facturation, à ces filiales, de la quote-part d'impôt sur les sociétés 2005 due par chacune d'entre elles dans le cadre des conventions d'intégration fiscale conclues fin 2004. PagesJaunes Groupe constate en contrepartie une dette fiscale totale de 152 783 k€ au 31 décembre 2005

3.7 – Capital social et variation des capitaux propres. — Le capital social de PagesJaunes Groupe au 31 décembre 2005 s'élève à 55 757 922 euros, il est composé de 278 789 610 actions de 0,20 euro de valeur nominale.

Date	Libellé	Nombre d'actions	Valeur unitaire	Capital en k€
01/01/05	Capital au début de l'exercice	278 789 610	0,20	55 758
31/12/05	Capital à la fin de l'exercice	278 789 610	0,20	55 758

Options de souscription d'actions : Le 28 juin 2005, le conseil d'administration de PagesJaunes Groupe a attribué, à certains de ses salariés et salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, un total de 3 796 800 options de souscription d'actions PagesJaunes, représentant 1,36 % du capital de la société, donnant droit à souscrire le même nombre d'actions au prix de 19,3 euros par action. Au 31 décembre 2005, il reste 3 757 000 options en circulation. Aucune option n'a été exercée à cette date, ces options n'étant exerçables qu'à compter du 28 juin 2008.

Variation des capitaux propres	(en k€)
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	4 101 435
Dividende versé	- 259 274
Impôt dû sur le reclassement de la RSPVLT	- 964
Résultat de l'exercice	242 143
Capitaux propres au 31 décembre 2005	4 083 340

3.8 – Provisions pour risques et charges.

(en k€)	01/01/05	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	31/12/05
Engagements de retraite et assimilés	735	80	- 8	807
Provisions pour risques de change	131	-	- 131	-
Autres provisions	-	-	-	-
Total des provisions pour risques et charges	866	80	- 139	807
Dont long terme	735	22	- 8	749
Dont court terme	131	58	- 131	58

L'impact net des charges encourues se ventile comme suit :

(en k€)	Dotations de l'exercice	Reprise
Résultat d'exploitation	34	- 8
Résultat financier	46	- 131

Les provisions pour engagements de retraite et assimilés comprennent des droits acquis au titre des indemnités de fin de carrière (IFC) et de la médaille du Travail.

Le niveau total des engagements au 31 décembre 2005 s'analyse de la façon suivante :

(en k€)	PagesJaunes Groupe IFC	PagesJaunes Groupe Médailles
Couverture financière à la fin de l'année 2005	-	-
Calcul actuariel de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement fondé (A)	-	-
Calcul actuariel de fin de période afférent à des régimes non fondés (A)	805	52

Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	–	–
Situation nette du régime (A) – (B)	805	52
Eléments non reconnus	–	–
Gains/(pertes) non reconnus	- 50	–
Coût des services passés non reconnus	–	–
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	–	–
Provision/(actif) en fin de période	755	52

3.9 – Dettes financières. – Les dettes financières sont constituées de comptes courants avec les entreprises liées, ainsi que le détaille le tableau ci-après :

(en k€) Entreprises liées	Période close le 31 décembre	
	2005	2004
PagesJaunes SA	185 651	134 391
PagesJaunes Outre-mer	–	3 754
Wanadoo Data		1 619
Total	185 651	139 763

3.10 – État des échéances des dettes.

(en k€)	Montant brut	A un an au plus
Concours bancaires courants	2 134	2 134
Compte courant avec PagesJaunes SA	185 651	185 651
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 556	1 556
Dettes fiscales et sociales	5 122	5 122
Impôt sur les sociétés (net des acomptes versés)	151 426	151 426
Autres	115	115
Total	346 004	346 004

3.11 – Charges à payer incluses dans les postes du bilan.

(en k€)	Brut
Dettes fournisseurs et comptes rattachés, factures non parvenues	1 535
Dettes fiscales et sociales, TVA, impôts, salaires et charges sociales à payer	2 124
Impôt sur les sociétés	152 783
Total	156 442

3.12 – Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan. – Il existe au 31 décembre 2005 des produits constatés d'avance sur le prêt France Telecom pour 2 400 k€.

3.13 – Ventilation du chiffre d'affaires.

(En k€)	2005	2004
Management fees	7 879	3 841
Refacturations de personnel	1 948	1 215
Autres refacturations	109	
Autres produits de gestion	–	–
Total	9 936	5 056

3.14 – Résultat financier. – Le résultat financier comprend pour l'essentiel des dividendes reçus des filiales pour 248 325 k€ en 2005 (2 636 k€ en 2004). Par ailleurs, PagesJaunes Groupe détenait, par application des dispositions de l'article 95 de la loi de Finances, une créance sur le Trésor Public représentative du paiement du prélèvement exceptionnel de 25 % du montant net des produits distribués. Cette créance, d'un montant de 64 208 k€ et remboursable en trois annuités égales en 2006, 2007 et 2008, a été cédée en totalité à un établissement bancaire. PagesJaunes Groupe a constaté une charge financière de 2 855 k€ correspondant à la charge financière encourue.

3.15 – Résultat exceptionnel.

(en k€)	2005	2004
Produits de cession d'actions propres	40	
Avoir sur frais lié à l'IPO	138	
Pénalités de retard et autres charges	- 12	
Autres charges	- 28	
Dégrèvement d'impôt		391
Frais liés à l'IPO		- 7 023
Produit exceptionnel sur opération en capital		3 959 321
Total	138	3 952 689

3.16 – Ventilation de l'impôt sur les bénéfices. – La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

(En k€)	Résultat avant impôt	Impôt	Net
Résultat courant	235 394	- 817	234 577
Résultat exceptionnel et participation	138	- 48	90
Régularisation impôt 2004	–	3 233	3 233
Gain d'intégration Fiscale		4 243	4 243
Résultat comptable au 31/12/05	235 532	6 611	242 143

#### 4 – Autres.

4.1 – Fiscalité. – Situation fiscale latente et différée.

Allègement de la dette future d'impôt.	Brut
Intérêts sur cession de créance	2 334
Provision pour indemnités de fin de carrière	755
Autres	488
Total	3 577

Les charges constatées en 2005 et au cours des années précédentes mais réintégrées dans le résultat fiscal représentent un montant de 3 577 k€, au 31 décembre 2005, soit, sur la base du taux d'impôt sur les sociétés en vigueur à cette date, un allègement d'impôt de 1 249 k€.

4.2 – Engagements hors bilan. – Droit Individuel à la formation – DIF. – Pour l'année 2006, tout salarié ayant une année au moins d'ancienneté au 31 décembre 2005 bénéficie au 31 décembre 2005, de 20 heures au titre du DIF, qu'il pourra utiliser à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Ce qui représente un engagement de 867 heures au titre de l'année 2006.

Engagement sur la libération du capital de QDQ SAU : Lors de l'acquisition de QdQ Media SAU à Wanadoo International SA (WI), WI a transféré à PagesJaunes Groupe l'obligation de libération du capital. Toutefois les parties ont convenu que lorsque la société effectuerait des appels de fonds au titre du capital non encore libéré, le cédant (WI) verserait les fonds nécessaires à PagesJaunes Groupe en vue de lui permettre de s'acquitter de son obligation de libération du capital vis-à-vis de la société.

Au 31 décembre 2005 cette obligation s'élève à 7 485 k€.

A cette date, il n'existe pas d'autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

4.3 – Jetons de présence et rémunération du censeur alloués dans le cadre du conseil d'administration. – Les jetons de présence et la rémunération du censeur alloués dans le cadre du Conseil d'administration au titre de 2005 s'élèvent à 113 k€

Par ailleurs, concernant les rémunérations allouées aux membres des organes de direction, l'information n'est pas fournie car elle permettrait d'identifier clairement la situation d'un des membres des organes de direction.

4.4 – Effectif.

Effectif moyen	2005	2004
Cadres	22,5	15
Agents de maîtrise et techniciens	4,5	2
Employés	0	0
Total	27	17

4.5 – Entreprises liées. – Les principaux postes du bilan et du résultat concernent :

- France Télécom :
- Les managements fees et redevances de marques pour 6 197 k€. Par ailleurs PagesJaunes Groupe détient une créance envers France Télécom d'un montant de 159 k€.
- Prêt France Telecom pour 64 208 k€ (cf § 3-3).
- Autres sociétés du Groupe PagesJaunes.

(en k€)	Produits		Charges	Créances	Comptes courants		Dettes
	Management fees et redevance de marque	Refacturation de personnes			Débiteur dont Intégration fiscale	Créditeur	
PagesJaunes SA	7 258	1 121	689		155 194	185 651	
Wanadoo Data	87			19	6 620		
Kompass	184	144		216			
Kompass Belg	18			18			
Mappy	16			7	231		
Esama	11			14			
Edicom	16			4			
PagesJaunes OM	28	181		250	517		
PagesJaunes Lib							
Eurodirectory	13						
QdQ	188	503		695			
Total	7 819	1 949	689	1 223	162 562	185 651	

4.6 – Intégration fiscale. – Par une option en date du 3 décembre 2004, PagesJaunes Groupe s'est placée pour une période de cinq ans renouvelable sous le régime fiscal des Groupes de sociétés prévu aux articles 223 A et suivants du code général des Impôts. Par cette option PagesJaunes Groupe s'est rendue seule redevable de l'impôt sur les sociétés sur l'ensemble des résultats du Groupe formé par elle-même et par les sociétés dont elle détient directement ou indirectement 95 % au moins du capital et qui lui ont donné leur accord pour être membres de ce Groupe. Les Filiales intégrées fiscalement sont PagesJaunes, Wanadoo Data, Kompass France, Mappy, Cristallerie 1 et PagesJaunes Outre-Mer. Un gain d'intégration fiscale de 4 243 k€ a ainsi été constaté en 2005.

4.7 – Consolidation. – PagesJaunes Groupe est consolidée par intégration globale dans les comptes de France Telecom.

4.8 – Evénements postérieurs à la clôture. – Aucun événement significatif n'est à mentionner depuis la clôture.

## B- Comptes consolidés.

### I – Compte de résultat consolidé IFS.

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions.)

	Notes	31/12/05	31/12/04
Chiffre d'affaires net	7	1 060 700	967 160
Achats externes		- 330 366	-
Autres produits opérationnels	8	54 906	55 249
Autres charges opérationnelles		- 24 588	- 28 353
Frais de personnel :			
- Salaires et charges	9	- 297 577	-
Marge brute opérationnelle		463 075	407 482
- Participation des salariés	9	- 32 906	- 29 926
- Rémunération en actions	9	- 20 450	- 25 274
Dotations aux amortissements		- 9 744	- 10 066
Résultat cession d'actifs		- 569	- 363
Coût des restructurations		- 372	0
Résultat des entités mises en équivalence			774
Résultat d'exploitation		399 034	342 627
Produits financiers		16 378	20 784

Charges financières			- 4 813	- 444
Gain (perte) de change			18	- 51
Résultat financier		10	11 583	20 289
Impôt sur les sociétés		11	- 148 873	- 149 314
Résultat net			261 744	213 602
Attribuable aux				
Actionnaires de l'entité PagesJaune Groupe			261 744	213 602
Intérêts minoritaires				0
Résultat par action (en euros) :		12		
Résultat net :				
	- de base		0,94	0,77
	- dilué		0,93	0,76

**II – Bilan consolidé (IFRS).**  
(Montants en milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/05</b>	<b>31/12/04</b>
Ecarts d'acquisition nets	13	107 394	77 475
Autres immobilisations incorporelles nettes	14	11 511	8 419
Immobilisations corporelles nettes	15	17 995	16 816
Titres mis en équivalence	16		15 493
Actifs disponibles à la vente	17	438	
Autres actifs financiers non courants	18	44 081	3 784
Impôts différés actifs	11	28 527	26 144
Total des actifs non courants		209 946	148 131
Stocks nets	20	5 281	12 373
Créances clients nettes	21	472 756	430 793
Autres actifs courants	22	39 764	44 350
Impôt courant		5 106	133
Charges constatées d'avance	23	55 639	39 844
Autres actifs financiers courants	19	39 356	861
Disponibilités	28	549 827	644 077
Total des actifs courants		1 167 729	1 172 431
Total actif		1 377 675	1 320 562

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/05</b>	<b>31/12/04</b>
Capital social		55 758	55 758
Prime d'émission		68 335	68 335
Réserves		23 422	49 848
Résultat net		261 744	213 602
Ecarts de conversion		8	0
Actions propres		- 2 169	
Capitaux propres	25	407 098	387 543
Dettes financières et dérivés long terme	28	17	32
Avantages au personnel – non courants	26	25 450	22 062

Provisions – non courantes	26	7 876	8 329
Autres dettes – non courantes		2 492	
Total des passifs non courants		35 835	30 423
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme			3 822
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	28	13 288	10 730
Intérêts courus non échus	28	8	18
Provisions – courantes	26	509	236
Dettes fournisseurs		124 167	107 026
Avantages au personnel – courants	26	87 890	82 021
Autres passifs courants	26	101 155	91 261
Dettes d'impôt sur les sociétés	11	16 069	72 112
Produits constatés d'avance	29	591 656	535 370
Total des passifs courants		934 742	902 596
Total passif		1 377 675	1 320 562

### III – Variation des capitaux propres consolidés (IFRS).

(Montants en milliers d'euros.)

	Capital social	Prime d'émission	Résultat & réserves	Réserve de conversion	Actions propres	Total capitaux propres
Solde au 01/01/04	54 810	42 249	235 159			332 218
Augmentation de capital	948	68 335				69 283
Résultat de l'exercice 2004			213 602			213 602
Rémunération en actions			8 399			8 399
Distribution de dividendes		- 42 249	- 193 710			- 235 959
Solde au 31/12/2004	55 758	68 335	263 450			387 543
Résultat de l'exercice 2005			261 744			261 744
Rémunération en actions			19 246			19 246
Distribution de dividendes			- 259 274			- 259 274
Ecart conversion Edicom				8		8
Actions d'autocontrôle					- 2 169	- 2 169
Solde au 31/12/2005	55 758	68 335	285 166	8	- 2 169	407 098

### IV -Tableau des flux de trésorerie.

(Montants en milliers d'euros.)

	Notes	31/12/05	31/12/04
Résultat net consolidé part du Groupe		261 744	213 602
Amortissements des immobilisations	14 & 15	9 744	10 065
Plus ou moins values sur cessions d'actifs		569	411
Variation des provisions	24 & 26	- 3 633	- 4 081
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence		–	512
Charges d'impôts de l'exercice	11	148 873	149 314
Produits et charges d'intérêts	10	- 11 565	- 20 391
Intérêts minoritaires		–	–
Ecart de change non réalisé		- 25	51
Autres éléments non monétaires		–	–

Rémunération en actions		19 238	24 124
Diminution (augmentation) des stocks		7 148	- 5 086
Diminution (augmentation) des créances clients		- 25 743	- 36 325
Diminution (augmentation) des autres créances		- 16 891	18 138
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		14 679	- 10 810
Augmentation (diminution) des autres dettes		56 045	70 229
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		18 737	20 784
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		- 3 288	- 444
Impôts versés	11	- 212 181	- 67 859
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		263 451	362 234
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	14 & 15	- 11 823	- 8 376
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		125	215
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	6	- 12 498	- 21 981
Investissements dans les sociétés MEE	6	-	- 13 500
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières et autres actifs LT	28	- 80 794	11 509
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		- 104 990	- 32 133
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme	28	- 18	- 89 326
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts CT	28	- 1 328	- 1 167
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette		- 26	-
Rachat d'actions	12	- 2 169	-
Augmentation de capital	25	10 081	58 492
Dividendes versés	25	- 259 274	- 235 958
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		- 252 734	- 267 959
Variation nette des disponibilités et quasi disponibilités		- 94 273	62 142
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités		22	-
Variation nette de trésorerie		- 94 251	62 142
Disponibilités et quasi disponibilité à l'ouverture		644 077	581 935
Disponibilités et quasi disponibilité à la clôture	28	549 827	644 077

## V – Annexes des comptes consolidés.

### Note 1 – Description de l'activité.

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de cinquante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

### Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2005.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2005 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS et présentés avec en comparatif l'exercice 2004 établi selon le même référentiel.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières 2005 sont décrits en note 3. Ils résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005 ;
- des normes et interprétations IFRS d'application obligatoire postérieurement à 2005 pour lesquelles le Groupe a décidé d'une application anticipée ;
- de positions comptables retenues par le Groupe, sur lesquelles des travaux sont en cours à l'IASB (IFRIC) ou au CNC, telles que rappelées en note 3 ;
- des options retenues et des exemptions utilisées.

Pour préparer les états financiers, la direction de PagesJaunes doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,

- traduisent la réalité économique des transactions,
  - soient neutres,
  - soient prudents,
  - et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.
- Ces informations ont été arrêtées par le conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 7 février 2006.

### Note 3 – Principes comptables et changements d'estimation.

3.1 – Principes comptables. – Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2005 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par la Commission Européenne au 31 décembre 2005.

3.1.1 – Application de normes, d'amendements de normes et d'interprétations par anticipation de la date d'application obligatoire

Le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation dès le 1<sup>er</sup> janvier 2004, afin d'assurer une meilleure comparabilité des exercices 2004 et 2005 les textes suivants :

– IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation », d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ;

– IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Ce texte est d'application obligatoire depuis le premier janvier 2005 ;

– IFRIC 1 « Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et similaires » Ce texte est d'application obligatoire pour les exercices commençant après le 1-er septembre 2004.

– IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location ». Cette interprétation, relative à l'identification des contrats de location simple, d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006, peut, sur option, être appliquée de façon anticipée.

– IAS 39 « L'option Juste Valeur », d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Cet amendement permet la suppression de l'une des deux exclusions décidées par la Commission Européenne lors de l'adoption d'IAS 39. Les dispositions de ce texte relatif au choix de la comptabilisation à l'origine d'un actif et d'un passif financier à la juste valeur par compte de résultat.

En revanche, PagesJaunes Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de norme et interprétations suivants :

– IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir », ce texte a pour date de première application le premier janvier 2007. Ce texte n'a pas reçu l'agrément de la Commission Européenne, mais a fait l'objet d'un avis favorable de l'EFRAG ;

– IAS 19 « Employee Benefits : Actuarial Gains and Losses, Group Plans and Disclosures », d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

– IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intraGroupes futures », d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

Le Groupe PagesJaunes est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans les comptes.

Le Groupe n'est pas concerné par les interprétations IFRIC 2 « Parts sociales des entités coopératives et instruments similaires », IFRIC 5 « Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au démantèlement, à la remise en état et à la réhabilitation de l'environnement » et IFRIC 6 « Passifs résultant de la participation à un marché spécifique – Déchets d'équipements électriques et électroniques ».

3.1.2 – Positions comptables retenues par le Groupe PagesJaunes, en vertu des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8. – Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par la Commission Européenne ou leur interprétation.

– Offre réservée aux salariés : Le Groupe a retenu comme date d'octroi pour les offres réservées aux salariés la date d'annonce à ces derniers des principales conditions de l'offre, se conformant ainsi au communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 21 décembre 2004 relative aux Plans d'épargne entreprises (PEE), communiqué qui interprète la date d'annonce comme la date d'octroi définie dans IFRS 2 « Paiement en actions et assimilés ». La charge comptabilisée à ce titre s'élève à 25,3 millions d'euros pour l'exercice 2004 (dont 1,2 million d'euros au titre de l'abondement) et à 20,5 millions d'euros (dont 1,2 million d'euros au titre de l'abondement) pour l'exercice 2005. Si la date d'octroi avait été la date de clôture de l'offre, une charge complémentaire de 12,2 millions d'euros aurait été comptabilisée en 2004 et de 0,3 million d'euros en 2005, principalement en raison de l'évolution du cours de l'action entre la date d'annonce et la date de clôture de l'offre.

– Droit Individuel à la Formation (DIF) – Conformément à l'Avis n° 2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF », les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de Congés Individuels de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

3.1.3 – Options ouvertes par le référentiel comptable et retenues par le Groupe PagesJaunes – Certaines normes du référentiel comptable de l'IASB prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Le Groupe a ainsi choisi :

– de conserver la méthode de comptabilisation des stocks à leur coût initial déterminé selon le coût unitaire moyen pondéré, (norme IAS 2 « Stocks ») ;

– la méthode d'évaluation au coût historique amorti des immobilisations corporelles et incorporelles et de ne pas réévaluer ses immobilisations corporelles et incorporelles à chaque date de clôture (norme IAS 16 « Immobilisations Corporelles » et norme IAS 38 « Immobilisations Incorporelles ») de ne pas capitaliser les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels, comme prévu par la norme IAS 23 « Coûts d'emprunts » ;

– d'enregistrer les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi constatés selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10 % du plus haut entre la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement (norme IAS 19 « Avantages au Personnel ») ;

– de conserver la méthode de consolidation des entreprises contrôlées conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle (norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises »).

Par ailleurs, la norme IFRS 1 relative à la première application du référentiel comptable international prévoit un certain nombre d'exemptions possibles au principe d'application rétrospective des IFRS à la date de transition (1er janvier 2004 pour le Groupe PagesJaunes). Parmi ces exemptions pour la construction du bilan d'ouverture, le Groupe a choisi :

– de ne pas appliquer la norme IFRS 3 relative aux regroupements d'entreprises antérieurement à la date de transition. S'agissant des acquisitions d'intérêts minoritaires qui ne figurent pas explicitement dans les exemptions autorisées par IFRS 1 et en l'absence de disposition normative particulière, le Groupe a maintenu le traitement comptable retenu selon les normes françaises ;

– d'utiliser le coût historique des immobilisations corporelles et incorporelles conformément à IAS 16 et 38 ;

– d'appliquer de manière rétrospective les dispositions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. De ce fait tous les plans, mêmes ceux émis avant le 7 novembre 2002, sont comptabilisés selon les principes comptables définis par IFRS 2. Les plans émis antérieurement au 31 décembre 2003 ont été valorisés conformément aux évaluations réalisées selon les dispositions de la norme américaine FAS 123 en utilisant le modèle Black-Scholes. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, tous les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

Les autres options prévues par la norme IFRS 1 n'ont pas été retenues par le Groupe.

3.2 - Consolidation : Les filiales sur lesquelles PagesJaunes Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles PagesJaunes Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par PagesJaunes Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 %) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-Groupe significatifs sont éliminés.

3.3 – Opérations en devises. La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 – Présentation des états financiers. – Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Les normes internationales modifient de manière significative la présentation du compte de résultat, notamment en supprimant la notion de produits et charges non opérationnels et en réintégrant les charges liées aux écarts d'acquisition dans le résultat d'exploitation.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunérations en actions ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- du résultat des entités mises en équivalence ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition sur les entités mises en équivalence.

3.5 – Chiffre d'affaires. – Le chiffre d'affaires issu des activités de PagesJaunes Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne sont étalés sur la durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118 008 en France et 118 75 en Espagne) sont comptabilisés lorsque la prestation est rendue.
- Les charges directement affectables aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportées au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que la redevance éditoriale.

3.6 – Frais de publicité et assimilés. – Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 – Résultat par action. – Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net part du Groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant. Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 – Ecarts d'acquisition. – Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces Unités Génératrices de Trésorerie peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une Unité Génératrice de Trésorerie est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel PagesJaunes Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune de ses sociétés consolidées.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par PagesJaunes Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction de PagesJaunes de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,

– au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de trois ans puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,  
 – l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.  
 La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.  
 Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 – Autres immobilisations incorporelles. – Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Lorsque ces actifs sont acquis à travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

*Marques* : Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

*Licences et brevets* : Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

*Frais de recherche et de développement* : Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

*Logiciels* : Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

### 3.10. Immobilisations corporelles.

*Valeur brute* : La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

*Contrats de location financement*. Les contrats de location transférant à PagesJaunes Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant à PagesJaunes Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

[U+x0095] le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,

[U+x0095] le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,

[U+x0095] la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,

[U+x0095] la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par PagesJaunes Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

*Amortissement* : L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par Groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité, celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction de PagesJaunes Groupe.

3.12. Actifs et passifs financiers. – Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et les disponibilités et quasi-disponibilités.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

*Évaluation et comptabilisation des actifs financiers* :

– Actifs détenus jusqu'à leur échéance. – Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances qui sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance et que le Groupe a la capacité de conserver jusqu'à cette date. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

– Actifs disponibles à la vente. – Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

– Prêts et créances. – Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

– Actifs de transaction. – Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme et comprennent essentiellement SICAV et Fonds Commun de Placement.

– Disponibilités (et quasi-disponibilités). – Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les disponibilités et quasi disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

*Evaluation et comptabilisation des passifs financiers :*

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

*Passifs de transaction.* – Les passifs de transaction sont évalués à leur juste valeur.

3.13. Stocks. – Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14. Impôts différés. – Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

– le Groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et

– il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15. Provisions. – Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

*Droit Individuel à la Formation (DIF) :* Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de congés individuel de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

3.16. Engagements de retraites et avantages similaires.

– Avantages postérieurs à l'emploi :

*Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires.* – En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi seront traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10 % du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 26).

*Autres régimes de retraite.* – Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

– Autres avantages à long terme : Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par PagesJaunes Groupe consistent principalement en médailles du travail et absences rémunérées de longue durée évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

– Indemnités de rupture de contrat de travail : Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

3.17. Rémunérations en actions. – Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

Concernant ces offres, le Groupe a retenu comme date d'octroi la date d'annonce aux salariés des principales conditions du plan, conformément au communiqué du CNC du 21 décembre 2004 relative aux Plans Epargne Entreprises.

L'avantage accordé étant immédiatement acquis (la période d'acquisition des droits est très courte ou nulle), la charge est reconnue en totalité sur l'exercice. Le Groupe a valorisé l'avantage accordé aux salariés à la juste valeur à la date d'attribution des droits en prenant en considération la période d'incessibilité.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les plans émis antérieurement au 31 décembre 2003 ont été valorisés conformément aux évaluations réalisées selon les dispositions de la norme américaine FAS 123 en utilisant le modèle Black-Scholes. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, tous les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

#### Note 4 . – Information sectorielle.

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international, offrant une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

– PagesJaunes en France. Il s'agit des activités en France relatives à l'édition des annuaires, leur distribution, la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne, les activités de création et d'hébergement de sites Internet ainsi que l'édition des annuaires PagesPro, la vente d'accès à la requête, l'annuaire inversé QuiDonc, et la régie d'Europages.

– International & Filiales. Il s'agit des activités des différentes filiales de la Société, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France, le développement des annuaires Kompass en Europe et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires (tels que les services géographiques de Mappy et le marketing direct de Wanadoo Data et d'e-sama).

4.1. Par secteur d'activité. – Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005 :

Analyse par secteur d'activité – Historique  (En milliers €)	2005				2004			Total Groupe PagesJaunes
	PagesJaunes en France	International & filiales	Eliminations	Total Groupe PagesJaunes	PagesJaunes en France	International & filiales	Eliminations	
Chiffre d'affaires net	956 144	108 874	- 4 318	1 060 700	903 937	65 064	- 1 841	967 160
Externe	954 914	105 786		1 060 700	903 900	63 260		967 160
Inter secteurs	1 230	3 088	- 4 318	0	37	1 804	- 1 841	0
Marge brute opérationnelle	457 538	5 537	0	463 075	413 940	- 6 458	0	407 482
Participation de salariés	- 32 340	- 566		- 32 906	- 29 408	- 518		- 29 926
Rémunération en actions	- 19 125	- 1 325		- 20 450	- 23 522	- 1 752		- 25 274
Dotation aux amortissements	- 5 872	- 3 872		- 9 744	- 6 670	- 3 396		- 10 066
Résultat cession d'actifs	- 538	- 31		- 569	- 360	- 3		- 363
Coût des restructurations		- 372		- 372				0
Résultat des entités mises en équivalence						774		774
Résultat d'exploitation	399 663	- 629	0	399 034	353 980	- 11 353	0	342 627
Produits financiers				16 378				20 784
Charges financières				- 4 813				- 444
Gain (perte) de change				18				- 51
Impôt sur les sociétés				- 148 873				- 149 314
Résultat net				261 744				213 602
Capex	9 824	2 019		11 843	6 211	1 466		7 677
Ecart d'acquisition nets		107 394		107 394		77 475		77 475

Immobilisations incorporelles nettes	6 031	5 480		11 511	1 578	6 841		8 419
Immobilisations corporelles nettes	12 985	5 010		17 995	13 808	3 008		16 816
Titres mis en équivalence						15 493		15 493
Actif non sectoriel non courant				73 047				29 928
Non courant				209 947				148 131
Stocks nets	4 653	628		5 281	11 842	531		12 373
Créances clients nettes	422 221	52 884	- 2 349	472 756	396 542	35 494	- 1 243	430 793
Autres actifs courants	28 119	11 645		39 764	25 021	19 329		44 350
Charges constatées d'avance	39 934	15 709	- 4	55 639	27 148	12 696		39 844
Actif non sectoriel courant				594 289				645 071
Courant				1 167 729				1 172 431
Actif				1 377 676				1 320 562
Dont actif sectoriel	513 943	198 750	- 2 353	710 340	475 939	170 867	- 1 243	645 563
Dont actif non sectoriel				667 336				674 999
Capitaux propres				407 098				387 543
Avantages du personnel	24 497	949		25 446	20 959	1 103		22 062
Provisions	7 876	4		7 880	8 217	112		8 329
Autres passifs non courants	2 400	92		2 492				
Passif non sectoriel non courant				18				32
Passif non courant				35 836				30 423
Provisions		509		509		236		236
Avantages du personnel courant	78 158	9 732		87 890	74 077	7 944		82 021
Dettes fournisseurs	107 713	18 803	- 2 349	124 167	93 272	14 997	- 1 243	107 026
Autres passifs courants	89 736	11 419		101 155	86 506	4 755		91 261
Produits constatés d'avance	553 167	38 493	- 4	591 656	506 707	28 663		535 370
Passif non sectoriel non courant				29 365				86 682
Passif courant				934 742				902 596
Passif				1 377 676				1 320 562
Dont passif sectoriel	863 547	80 001	- 2 353	941 195	789 738	57 810	- 1 243	846 305
Dont passif non sectoriel				436 481				474 257

## 4.2. Par zone géographique.

(en milliers €)	31/12/05	31/12/04
Chiffre d'affaires contributif	1 060 700	967 160
France	1 004 239	940 774
Autres	56 461	26 386
Actifs	1 377 676	1 320 562
France	570 251	469 804
Autres	140 089	91 565
Non affecté	667 336	759 193
Investissements corporels et incorporels	11 843	7 677
France	11 119	6 888
Autres	724	789

## Note 5. – Information complémentaire à périmètre constant.

Afin de rendre les données de l'année 2004 comparables à celles du périmètre de l'année 2005, les données 2004 ont été restituées au périmètre 2005. Le tableau ci-dessous présente le passage entre les comptes consolidés au 31 décembre 2004 et les informations consolidées à périmètre constant 31 décembre 2004 en prenant en compte :

- les entrées de périmètre de QDQ Media et de Mappy au 1<sup>er</sup> janvier 2004 au lieu du 1<sup>er</sup> avril 2004 et du 1<sup>er</sup> mai 2004, respectivement,
- l'entrée de périmètre de Kompass Belgium au 1<sup>er</sup> janvier 2004 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2005,
- l'acquisition de la société Edicom au 1<sup>er</sup> juillet 2004 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2005. Le retraitement au 1<sup>er</sup> janvier n'est pas significatif.
- la consolidation de la société Editus par intégration proportionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2004, société consolidée par mise en équivalence auparavant,

– l’acquisition de la société e-sama au 1<sup>er</sup> février 2004 au lieu du 1<sup>er</sup> février 2005. Le retraitement au 1<sup>er</sup> janvier n’est pas significatif.

<b>Compte de résultat historique/Données à périmètre constant (En milliers €)</b>	<b>2004 Historique</b>	<b>Retraitement s</b>	<b>2004 à périmètre constant</b>
Chiffre d’affaires net	967 160	33 873	1 001 033
Achats externes	- 317 582	- 14 284	- 331 866
Autres produits et charges opérationnels	26 896	- 603	26 293
Frais de personnel :			
Salaires et charges	- 268 992	- 14 718	- 283 710
Marge brute opérationnelle:	407 482	4 268	411 750
Participation des salariés	- 29 926	- 224	- 30 150
Rémunération en actions	- 25 274	0	- 25 274
Dotations aux amortissements	- 10 066	- 788	- 10 854
Perte de valeur des écarts d’acquisition	0	0	
Perte de valeur des immobilisations	0	- 11	- 11
Résultat cession d’actifs	- 363	- 9	- 372
Coût des restructurations	0	0	0
Résultat des entités mises en équivalence	774	- 774	0
Résultat d’exploitation	342 627	2 462	345 089
Produits financiers	20 784	- 1 714	19 070
Charges financières	- 444	- 22	- 466
Gain (perte) de change	- 51	0	- 51
Résultat financier	20 289	- 1 736	18 553
Impôt sur les sociétés	- 149 314	- 1 457	- 150 771
Résultat net	213 602	- 731	212 871

*Cf. note 6 pour plus de détails.*

#### Note 6. – Variation du périmètre de consolidation.

– 2004.

L’entrée dans le périmètre de QDQ Media au 1<sup>er</sup> avril 2004 pour 17 millions d’euros et la prise en charge d’un prêt participatif de 89 millions d’euros, a généré un écart d’acquisition de 69 millions d’euros (société acquise à 100 % des actions et droits de vote). La trésorerie acquise s’élève à 7 millions d’euros. A titre indicatif le chiffre d’affaires pour l’année 2004 de QDQ Media était de 37 millions d’euros pour une Marge Brute Opérationnelle (MBO) négative de 13 millions d’euros. Le prix d’acquisition de cette entité s’explique notamment par le fait que QDQ Media occupe la 2<sup>e</sup> place sur le marché espagnol et que l’objectif d’équilibre de la MBO est prévu dès la fin 2006.

L’entrée dans le périmètre de Mappy (ex Wanadoo Maps) au 1<sup>er</sup> mai 2004, à un prix d’acquisition de 10 millions d’euros pour 100 % des actions et droits de vote, dégage un écart d’acquisition de 7 millions d’euros. A titre indicatif le chiffre d’affaires pour l’année 2004 de Mappy (avant éliminations des prestations intra Groupe) s’élève à 5,5 millions d’euros pour une MBO de 1,3 million d’euros.

L’acquisition de 50 % des titres Eurodirectory, pour un prix de 13,5 millions d’euros, porte la participation de PagesJaunes Groupe dans cette société à 100 % et génère un écart d’acquisition de 12,1 millions d’euros. PagesJaunes Groupe se retrouve ainsi actionnaire indirect à hauteur de 49 % dans la société Editus, société d’annuaire luxembourgeoise. La société Eurodirectory, dont le solde a été acquis en fin d’année 2004, reste consolidée par mise en équivalence en 2004. L’effet de cette option n’a pas d’incidence significative sur les comptes.

Toutes ces sociétés ont été acquises en numéraire.

Afin d’isoler l’activité d’annuaire des activités de holding, le Groupe a acheté en novembre 2004 une société dénommée Nedif (renommée PagesJaunes SA) et lui a apporté l’activité opérationnelle de PagesJaunes. La société PagesJaunes a parallèlement changé de nom pour devenir PagesJaunes Groupe.

La nouvelle société PagesJaunes est consolidée par intégration globale rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Il convient de noter que l’adoption des normes IFRS n’a pas d’impact sur le périmètre et sur les méthodes de consolidation appliqués en normes françaises.

– 2005.

L’entrée de périmètre de Kompass Belgium au 1<sup>er</sup> janvier 2005, société acquise le 14 avril 2004, à un prix de 1,8 million d’euros, a généré un écart d’acquisition de 1,3 million d’euros (pour 100 % des actions et droits de vote).

PagesJaunes Groupe a acquis en février 2005 en numéraire, via sa filiale Wanadoo Data, 100 % de la société e-sama, spécialisée dans l’hébergement de bases de données et les prestations de Customer Relationship Management (CRM). Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 1<sup>er</sup> février 2005 et son acquisition a généré un écart d’acquisition de 11,7 millions d’euros pour 100 % des parts compte tenu d’un prix d’acquisition des titres de 13 millions d’euros (dont 2 millions d’euros de complément de prix).

PagesJaunes Groupe a également acquis en juillet 2005 la société Edicom, premier éditeur d’annuaires au Maroc. Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2005. L’achat en numéraire à Atlas Services Belgium de 100 % des parts d’Edicom pour un prix de 5,5 millions d’euros a généré un écart d’acquisition de 4,8 millions d’euros.

Compte tenu de l'acquisition des 50 % restant du sous-Groupe Eurodirectory fin 2004, la société Eurodirectory est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 par intégration globale et sa filiale Editus en intégration proportionnelle.

Note 7. – Chiffre d'affaires.

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
PagesJaunes en France :		
Annuaire imprimés	638 194	618 928
PagesJaunes	524 275	505 167
L'Annuaire	113 919	113 761
Services en ligne	284 959	254 518
Internet	227 717	169 558
Minitel	57 242	84 960
Autres activités	32 991	30 491
Total segment PagesJaunes en France	956 144	903 937
International & filiales :		
Activités annuaires B to C	52 409	26 386
Activités Kompass	29 338	23 356
Activités Marketing direct et services géographiques	27 127	15 322
Total segment international & filiales	108 874	65 064
Inter-segments	- 4 318	- 1 841
Total	1 060 700	967 160

Conformément à SIC 31, les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables.

Note 8. – Autres produits opérationnels.

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Refacturations des coûts éditoriaux relatifs à l'Annuaire	47 276	48 264
Autres produits	7 630	6 985
Total	54 906	55 249

Note 9. – Charges de personnel.

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31/12/2005	31/12/2004
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 677	4 233
Salaires et charges	- 297 577	- 268 992
Dont :		
Traitements et salaires	- 195 082	- 185 114
Charges sociales	- 80 626	- 72 846
Production immobilisée	-	-
Taxes sur les salaires et autres	- 21 869	- 11 032
Rémunération en actions	- 20 450	- 25 274
Dont :		
Offre réservée aux salariés	- 14 732	- 15 299
Stocks options (1)	- 5 718	- 9 975
Participation	- 32 906	- 29 926
Total frais de personnel	- 350 933	- 324 192
<i>(1) cf. note 27</i>		

*Offres réservées aux salariés :*

– 2004

A la suite de l'ouverture du capital de PagesJaunes Groupe en juillet 2004, la Société a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe France Télécom. A l'issue de celle-ci, 4,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés.

Par ailleurs, à la suite de la cession par l'État de 10,85 % du capital social de France Télécom S.A. intervenue le 7 septembre 2004, l'État a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisation, à une offre d'actions réservée aux salariés et anciens salariés des Groupes France Télécom et PagesJaunes Groupe. La période de souscription a été ouverte du 1<sup>er</sup> au 13 décembre 2004. A l'issue de celle-ci, 28,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés dont 2,3 millions d'actions par les salariés de PagesJaunes Groupe. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 20 janvier 2005.

Le montant de la charge constatée au titre de ces opérations s'élève à 15,3 millions d'euros en 2004, dont 3,0 millions d'euros au titre de l'offre PagesJaunes. – 2005

A la suite de la cession par l'État de 152,2 millions d'actions existantes de France Télécom représentant 6,2 % du capital social, intervenue le 9 juin 2005, l'État a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisations, à une offre réservée aux salariés et anciens salariés des Groupes France Télécom et PagesJaunes portant sur 16,911 millions d'actions France Télécom représentant 0,68 % (base non diluée) du nombre total d'actions cédées.

L'offre a fait l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers le 8 septembre 2005 sous le numéro 04-895. Les actions France Télécom étaient offertes au prix unitaire de 19,79 euros, correspondant à 80 % du prix de cession de l'action France Télécom dans le cadre du placement privé auprès des investisseurs (soit 22,55 euros par action).

La période de souscription a été ouverte du 15 au 27 septembre 2005. A l'issue de celle-ci, 16,7 millions d'actions ont été achetées, dont 3,2 millions par les salariés du Groupe PagesJaunes. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 7 novembre 2005.

Le montant de la charge comptabilisée en 2005 au titre de cette opération s'élève à 14,7 millions d'euros.

## Note 10. – Résultat financier.

Le résultat financier est principalement constitué des produits générés par la trésorerie placée chez France Télécom.

En 2005, les charges financières intègrent notamment une charge financière d'un montant de 2,9 millions d'euros payée lors de la titrisation de la créance d'impôt relative au prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions effectuées en 2005.

## Note 11. – Impôt sur les sociétés.

11.1. Preuve d'impôt Groupe. – L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts au 31 décembre 2005.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Résultat avant impôt	410 617	362 916
Taux légal d'imposition	34,93 %	35,43 %
Impôt théorique	- 143 429	- 128 581
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	274
Sociétés en pertes	- 2 742	- 7 456
Impôt sur la réserve spéciale des plus-values à long terme	–	- 964
Distribution de la réserve spéciale des plus-values à long terme	–	- 4 610
Rémunération en actions	- 6 720	- 8 547
Filiales étrangères	113	–
Régularisation IS sur exercices antérieurs	3 232	–
Autres produits et charges non taxables	673	570
Impôt effectif	- 148 873	- 149 314
Dont impôt courant	- 151 258	- 150 893
Dont impôt différé	2 385	1 579

11.2. Impôt au bilan. – La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Indemnités de départ en retraite	7 105	6 201
Immobilisations	2 977	3 244
Provisions non déductibles	2 827	2 783
Reports déficitaires et ARD	2 466	2 829
Provision pour participation	11 361	10 320
Autres différences	1 791	767

Total impôts différés actifs	28 527	26 144
------------------------------	--------	--------

Il convient de noter qu'aucun impôt différé n'a été comptabilisé au bilan relatif aux déficits reportables des sociétés en pertes (principalement QDQ Media), dont le montant est estimé à 66,5 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Les impôts différés actifs et passifs des sociétés ont été évalués en prenant en considération la sortie en 2004, sans indemnisation, des sociétés du périmètre d'intégration fiscale formé par Wanadoo SA.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un Groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

La dette au bilan correspond à l'impôt courant. L'impôt décaissé au cours de l'exercice est de 212,2 millions d'euros.

#### Note 12. – Résultat par action.

Le résultat net s'élève à 261,7 millions d'euros.

Le nombre d'actions ordinaires est de 278 789 610 (cf. note 25 – Capitaux propres) au 31 décembre 2005.

Le résultat net par action s'élève donc à 0,94 euro et à 0,93 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'attribution à certains salariés de 3 796 800 options de souscription d'actions PagesJaunes en juin 2005, dont 3 757 000 sont encore en circulation au 31 décembre 2005, d'une part, et de 100 000 actions PagesJaunes Groupe auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité mis en [U+x009c]uvre par PagesJaunes Groupe en novembre 2005, d'autre part.

#### Note 13. – Ecart d'acquisition des sociétés intégrées.

Les principaux écarts d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2005			31/12/2004
	Solde début d'exercice	Acquisition s/ Cessions	Solde fin d'exercice	Solde fin d'exercice
Qdq media	68 882	–	68 882	68 882
Mappy (ex-Wanadoo Maps)	7 395	5	7 400	7 395
Wanadoo Data	1 198	–	1 198	1 198
Eurodirectory		12 109	12 109	–
E-sama		11 747	11 747	–
Edicom		4 796	4 796	–
Kompass Belgium		1 262	1 262	–
Total	77 475	29 919	107 394	77 475

Les principales acquisitions en 2005 concernent :

L'entrée de périmètre de Kompass Belgium au 1<sup>er</sup> janvier 2005, société acquise le 14 avril 2004, à un prix de 1,8 million d'euros, a généré un écart d'acquisition de 1,3 million d'euros (pour 100 % des actions et droits de vote).

L'acquisition de la société e-sama, via la filiale Wanadoo Data, au 1<sup>er</sup> février 2005, pour un prix de 12,9 millions d'euros pour 100 % des parts, a généré un écart d'acquisition de 11,7 millions d'euros.

L'acquisition de la société Edicom au 1<sup>er</sup> juillet 2005 à Atlas Services Belgium, pour un prix de 5,5 millions d'euros pour 100 % des parts, a généré un écart d'acquisition de 4,8 millions d'euros.

L'acquisition des 50 % restant du sous-Groupe Eurodirectory pour un prix de 13,5 millions d'euros fin 2004 a généré un écart d'acquisition de 12 millions d'euros. Cette société est désormais détenue à 100 %. En achetant le solde de la participation dans la société Eurodirectory, PagesJaunes Groupe est devenue actionnaire à hauteur de 49 % de la société Editus, société d'annuaires luxembourgeoise. La société Eurodirectory est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 par intégration globale et sa filiale Editus en intégration proportionnelle.

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 2 % et 3 % et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9 % et 11 %.

#### Note 14. – Autres immobilisations incorporelles.

(En milliers d'euros)	31/12/2005			31/12/2004		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
ERP & Applications support	37 674	- 27 845	9 829	32 865	- 26 538	6 327
Autres immobilisations incorporelles	5 534	- 3 852	1 682	4 018	- 1 926	2 092
Total	43 208	- 31 697	11 511	36 883	- 28 464	8 419

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2004 et 2005.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles, s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Solde en début d'exercice	8 419	3 607
Acquisitions	1 640	1 558
Immobilisations générées en interne (1)	4 908	394
Effet des variations de périmètre (2)	293	6 796
Cessions	- 2	- 10
Dotation aux amortissements	- 3 748	- 3 926
Solde en fin d'exercice	11 511	8 419

(1) concerne l'ensemble des frais de développements activés.

(2) concerne principalement l'entrée en 2004 dans le périmètre de consolidation, de Mappy (ex Wanadoo Maps) et de QDQ Media.

#### Note 15. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'euros)	31/12/05			31/12/04		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	2 855	- 929	1 926	632	- 232	400
Informatique et terminaux	37 295	- 30 325	6 970	36 073	- 28 360	7 713
Autres	24 199	- 15 100	9 099	23 052	- 14 349	8 703
Total	64 349	- 46 354	17 995	59 757	- 42 941	16 816

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2004 et 2005.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Solde en début d'exercice	16 816	15 321
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 298	5 726
Effet des variations de périmètre	2 248	2 537
Cessions et mises au rebut	- 371	- 616
Dotation aux amortissements	- 5 996	- 6 152
Solde en fin d'exercice	17 995	16 816

#### Note 16. – Titres mis en équivalence.

Suite à la reprise de 100 % des actions d'Eurodirectory intervenue fin 2004, la société Eurodirectory est désormais consolidée par intégration globale et Editus Luxembourg, sa filiale, en intégration proportionnelle.

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Eurodirectory		
Solde en début d'exercice	15 493	2 504
Quote-part de résultat		774
Dividendes versés		- 1 285
Quote-part acquise en 2004		1 391
Ecart d'acquisition		12 109
Changement de méthode de consolidation (MEE > IG/IP)	- 15 493	
Solde en fin de période	0	15 493

## Note 17. – Autres actifs disponibles à la vente.

(En milliers d'euros)	% intérêt	31/12/05			31/12/04
		Juste valeur	Variation de juste valeur	Variation de périmètre et perte de valeur	Juste valeur
PagesJaunes Outremer	100 %	76			
PagesJaunes Liban	100 %	312			
Autres titres		50			
Total 30		438			

Ces entités ne sont pas consolidées du fait de leur caractère non matériel.

## Note 18. – Autres actifs financiers non courants.

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Prêt à France Télécom (1)	42 805	–
Autres titres non consolidés	–	2 263
Autres actifs (2)	1 276	1 521
Total	44 081	3 784

(1) Partie long terme du prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 millions d'euros.  
(2) Les autres actifs comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts & cautionnements.

## Note 19. – Autres actifs financiers courants.

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Prêt à France Télécom (1)	21 403	–
Placements à CT >3 mois et <1 an (2)	16 482	–
Autres actifs	1 471	861
Total	39 356	861

(1) Partie court terme du prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 millions d'euros.  
(2) Somme mise à disposition de l'animateur au titre du contrat de liquidité contracté en novembre 2005.

## Note 20. – Stocks nets.

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés (PagesJaunes et l'Annuaire) et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites Internet.

L'application des normes IFRS n'entraîne pas de modification de méthode de valorisation des stocks, ces derniers étant évalués à leur coût moyen pondéré en conformité avec la norme IAS 2.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2004 et 2005.

## Note 21. – Créances clients.

Les créances clients ont une échéance qui est généralement de moins d'un an. La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Créances clients brutes	489 027	451 259
Provisions pour dépréciation (1)	- 16 271	- 20 466

Créances clients nettes	472 756	430 793
<i>(1) cf. note 24 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs.</i>		

## Note 22. – Autres actifs courants.

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
TVA à recevoir	17 897	13 690
Divers état à recevoir	217	300
Capital souscrit non appelé (1)	7 485	17 566
Autres actifs courants (2)	14 165	12 794
Total	39 764	44 350

*(1) Le capital souscrit non appelé correspond au solde de l'augmentation de capital 2003 de QDQ Media que Atlas Services Belgium (ex. Wanadoo International) s'est engagée à libérer sur appel du conseil d'administration de la société*

*(2) concerne principalement les avances et acomptes aux fournisseurs pour 7,2 millions d'euros.*

## Note 23. – Charges constatées d'avance.

Les autres charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/004
Charges constatées d'avance (1)	55 639	39 844
Total	55 639	39 844

*(1) Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.*

## Note 24. – Variations des provisions pour dépréciation des actifs.

(En milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations/reprises nettes	Autres mouvements (1)	Solde en fin de période
2004 :				
Titres de participation	1 813	–	–	1 813
Créances clients	6 568	- 4 892	18 790	20 466
Autres actifs	1 264	- 634	–	630
2005 :				
Titres de participation	1 813	889	–	2 702
Créances clients	20 466	- 5 316	1 121	16 271
Autres actifs	630	- 572	52	110

*(1) Effet variation de périmètre*

## Note 25. – Capitaux propres.

25.1. Capital social. – Au 31 décembre 2005, le capital social de la société PagesJaunes Groupe d'un montant de 55,8 millions d'euros est divisé en 278 789 610 actions ordinaires 0,20 € de valeur nominale unitaire. Il est entièrement libéré.

PagesJaunes Groupe est détenue à hauteur de 54,0 % par France Télécom.

Evolution du nombre d'actions au cours de l'exercice

Nombre d'actions en début d'exercice de nominal 300 euros au 01/01/04	182 700
Division de la valeur nominale par 1500	273 867 300
Augmentation de capital réservée aux salariés (1)	4 739 610

Nombre d'actions en fin d'exercice de nominal 0,20 € au 31/12/04	278 789 610
Nombre d'actions en fin d'exercice de nominal 0,20 € au 31/12/05	278 789 610

(1) *Augmentation de capital réservée aux salariés pour 53 millions d'euros*

25.2 – Réserves. - Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Réserves sociales de PagesJaunes Groupe SA	43 676	44 545
- Dont réserve légale	5 576	5 481
- Dont Réserve Spéciale des Plus Values à Long Terme	-	39 064
- Dont autres réserves	38 100	-
Autres réserves et résultats consolidés	-20 254	5 303
Total réserves	23 422	49 848

25.3 – Actions propres. - Au 31 décembre 2005, 100 000 actions PagesJaunes sont auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité mis en [U+x009c]uvre par PagesJaunes Groupe en novembre 2005.

25.4 – Dividende. - Le montant des distributions 2005 s'est élevé à 259 274 milliers d'euros, soit 0,93 € par action sur la base du nombre d'actions existantes aux 31 décembre 2005 et 2004.

Note 26 – Avantages du personnel, provisions et autres passifs courants. - Ils se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Avantages postérieurs à l'emploi	20 626	18 065
Autres avantages à long terme	4 824	3 997
Avantages du personnel - non courants	25 450	22 062
Autres provisions pour risques et charges	576	112
Provisions litiges sociaux - fiscaux	7 300	8 217
Provisions – non courantes	7 876	8 329

(En milliers d'euros)	31/12/05	31/12/2004
Personnel (1)	64 795	59 453
Organismes sociaux	23 095	22 568
Total avantages du personnel - courants	87 890	82 021
TVA à payer	88 870	80 572
Divers état à payer	7 125	6 585
Autres passifs courants	5 160	4 104
Autres passifs courants	101 155	91 261

(1) *Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel.*

L'évolution des provisions est la suivante :

(En milliers d'euros)	01/01/05	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	31/12/05
Provisions pour litiges sociaux – fiscaux	8 217	-	-	-36	-881	7 300

Autres provisions pour risques et charges	348	497	-	-586	826	1 085
Total des provisions	8 565	497	0	-622	-55	8 385
- Dont non courant	8 329	74	-	-432	-95	7 876
- Dont courant	236	423	-	-190	40	509

Tableaux des engagements de retraite et autres avantages du personnel :

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31/12/05	Total 31/12/04
Variation de la valeur des engagements :				
- Valeur totale des engagements en début de période	28 912	4 014	32 926	23 255
- Coût des services rendus	2 051	294	2 345	1 378
- Coût de l'actualisation	1 384	189	1 573	1 239
- Cotisations versées par les employés				
- Modification du régime				
- Réductions/liquidations	-94		-94	
- (Gains) ou pertes actuarielles	3 930	520	4 450	7 728
- Prestations payées	-1 233	-193	-1 426	-674
- Acquisitions	36		36	
- Cessions/transferts d'activité	-18		-18	
- Variation de périmètre :				
- Autres : (écarts de conversion)				
- Valeur totale des engagements en fin de période : (A)	34 968	4 824	39 792	32 926
- Engagements en fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés	33 122		33 122	31 882
- Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés	1 846	4 824	6 670	1 044
Variation des actifs de couverture :				
- Juste valeur des actifs de couverture en début de période	1 920		1 920	1 566
- Produits financiers sur les actifs de couverture	50		50	66
- Gains/pertes sur actifs de couverture	-100		-100	
- Cotisations versées par l'employeur	800		800	800
- Cotisations versées par les employés				
- Réductions/liquidations				
- Prestations payées par le fonds	-1 058		-1 058	-512
- Variation de périmètre				
- Autres (écarts de conversion)				
- Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	1 612		1 612	1 920
Couverture financière :				
- Situation du régime (A) – (B)	33 356	4 824	38 180	30 982
- Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus	-12 730		-12 730	-9 037
- Coût des services passés non reconnu				
- Ajustement lié au plafonnement de l'actif				
- Provision/(Actif) en fin de période	20 626	4 824	25 450	22 062
- Dont Provision (Actif) : Court terme	53	281	334	
- Dont Provision (Actif) : Long terme	20 573	4 543	25 116	22 062
Charges de retraite :				
- Coût des services rendus	1 958	294	2 252	583
- Coût de l'actualisation	1 384	189	1 573	1 239

- Rendement attendu des actifs du régime	-50		-50	-66
- Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels	329	519	848	3 292
- Amortissement du coût des services passés				
- Effet de Réductions/Liquidations	-119		-119	
- Cessions/Transferts d'activité	-18		-18	
- Ajustement lié au plafonnement de l'actif				
Total charges de retraite	3 484	1 002	4 486	5 048
Evolution de la provision (Actif) :				
- Provision/(Actif) en début de période	18 047	4 015	22 062	17 176
- Charges de retraite	3 484	1 002	4 486	5 048
- Cotisations versées par l'employeur	-800		-800	
- Prestations directement payées par l'employeur	-141	-193	-334	-162
- Variation de périmètre :				
- Autres (écarts d'acquisition)	36		36	
- Provision/(Actif) en fin de période	20 626	4 824	25 450	22 062
Hypothèses (1) :				
- Taux d'actualisation (%)	4,5 %	4,5 %	4,5 %	
- Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,0 %	2,0 %	2,0 %	
- Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	3,5 %	3,5 %	3,5 %	
- Taux de revalorisation des rentes attendu sur le long terme (%)				
- Taux d'évolution des frais médicaux (%)				
- Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	4,5 %			
- Evolution attendu des régimes obligatoires (%)..				
- Durée résiduelle probable d'activité	20,1	20,1	20,1	
Montant comptabilisé en charge au titre de la période	3 484	1 002	4 486	5 048

### Note 27 - Stock options.

#### 27.1 – Description des plans.

PagesJaunes Groupe a mis en place un plan d'options de souscription d'actions le 28 juin 2005. En outre, certains collaborateurs possèdent des options qui leur avaient été consenties lorsque PagesJaunes était une filiale du Groupe Wanadoo ou lorsque ces collaborateurs étaient salariés de Wanadoo et d'Orange S.A., filiales du Groupe France Télécom.

#### PagesJaunes Groupe :

Ce plan totalisant 3 796 800 options toutes avec un prix d'exercice de 19,30 € a une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options se fait de façon complète après 3 ans. Il n'y a pas de conditions de performance.

#### Orange S.A. :

Plans de stock option "France" : Ces plans (2001, 2002 et 2003) totalisant 45 983 363 options au niveau du Groupe France Télécom, ont une durée de vie de 10 ans et l'acquisition des options se fait, pour la plupart des plans, de façon complète après 3 ans. Certaines options ont aussi des périodes d'acquisition définies individuellement.

#### Wanadoo S.A.:

Les plans de stock options Wanadoo destinés aux salariés français (2000, 2001, 2002 et 2003), totalisant 30 630 000 options au niveau du Groupe France Télécom, ont une durée de vie de 10 ans et l'acquisition se fait de façon complète après 3 ans (ou 5 ans pour le plan 2000). De plus, pour les plans 2000 et 2001, l'exercice des options est soumis à des conditions de performance liées à la performance des actions sous-jacentes et l'atteinte de résultats opérationnels. Tous les plans sont réglables en actions (ils ont été temporairement liquidables en numéraire entre le 9 mars 2004 et le 1er septembre 2004).

Quels que soient les plans (PagesJaunes Groupe, Wanadoo ou Orange), une période de 4 ans d'incessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux bénéficiaires français.

#### 27.2 – Description des modèles d'évaluation

Pages Jaunes Groupe a évalué la juste valeur des biens ou services reçus pendant la période en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Pages Jaunes Groupe a attribué des options sur actions en 2005. Aucun autre instrument de capitaux propres n'a été attribué en 2005. Les justes valeurs des options du plan PagesJaunes Groupe ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de «plafond d'exercice» exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0. Pour les hypothèses utilisées, se référer à la note 27.5.

La volatilité attendue a été établie sur la base de la volatilité historique de l'action PagesJaunes Groupe sur la période la plus longue disponible précédant la date de calcul, soit depuis son entrée en bourse, en juillet 2004.

Aucun instrument de capitaux propres n'a été attribué en 2004.

#### 27.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice.

	Nombre d'options 2005	Prix d'exercice moyen pondéré 2005	Nombre d'options 2004	Prix d'exercice moyen pondéré 2004
Options en circulation en début de période	4 316 609	20,56 €	4 660 560	20,90 €
Plan de stock options Orange	186 900	9,15 €		
Plan de stock options Wanadoo	4 129 709	21,07 €		
Options attribuées			-	-
Plan de stock options Orange			-	-
Plan de stock options Wanadoo			-	-
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	3 796 800	19,30 €	-	-
Options additionnelles				
Plan de stock options Orange				
Plan de stock options Wanadoo	12 484	22,62 €		
Plan de stock options PagesJaunes Groupe				
Options exercées			-309 624	15,37 €
Plan de stock options Orange	-5 000	10,00 €	-	-
Plan de stock options Wanadoo	-868 128	14,93 €	-309 624	15,37 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe				
Options annulées, rendues caduques			-65 907	19,73 €
Plan de stock options Orange				
Plan de stock options Wanadoo	-110 084	22,79 €	-65 907	19,73 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	-39 800	19,30 €		
Migration hors Groupe PJ (*)			-250 781	24,89 €
Plan de stock options Orange			-	-
Plan de stock options Wanadoo	-128 737	20,42 €	-250 781	24,89 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	-9 000	19,30 €		
Migration intérieur Groupe PJ (**)			282 361	12,76 €
Plan de stock options Orange	136 300	9,00 €	186 900	9,15 €
Plan de stock options Wanadoo			95 461	19,82 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe				
Options en circulation en fin de période	7 101 444	20,30 €	4 316 609	20,56 €
Plan de stock options Orange	318 200	9,07 €	186 900	9,15 €
Plan de stock options Wanadoo	3 035 244	22,71 €	4 129 709	21,07 €
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	3 748 000	19,30 €	-	-

(\*) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont transféré dans une autre entreprise du Groupe France Télécom en 2005

(\*\*) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont transféré à l'intérieur du Groupe PagesJaunes en 2005 mais qui étaient dans une autre entreprise du Groupe France Télécom au moment de l'attribution de leurs options.

## 27.4 - Détail des options en circulation à la fin de l'exercice.

	Nombre d'options non exercées à la date de clôture	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice (mois)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exercées en fin de période
2004 :				

Plan de stock options Orange	186 900	2	9,15 €	137 500
Plan de stock options Wanadoo	4 129 709	8	21,07 €	1 188 556
Total	4 316 609	7	20,56 €	1 326 056
2005 :				
Plan de stock options Orange	318 200	1	9,07 €	276 080
Plan de stock options Wanadoo	3 035 244	3	22,71 €	2 289 492
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	3 748 000	30	19,30 €	-
Total	7 101 444	17	20,30 €	2 565 572

27.5 - Juste valeur des options attribuées au cours de l'exercice.

Options attribuées au cours de la période	Juste valeur moyenne pondérée
Plan de stock options PagesJaunes Groupe ..	1,68 €
Total	1,68 €

Principales hypothèses	Plan PJ
Modèle d'évaluation*	
Cours du sous-jacent à la date d'attribution	19,00 €
Prix d'exercice	19,30 €
Volatilité attendue	15,00%
Durée de vie de l'option (contractuelle ou attendue)	10,00
Taux de départ (annuel)	2,00%
Taux de dividendes attendu	5,00%
Taux de rendement sans risque	2,75%

\* Remarque : Toutes les justes valeurs ci-dessus ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de « plafond d'exercice » exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0.

27.6 - Impact des plans de stock options dans le compte de résultat.

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Charge de l'exercice		
Plan de stock options Orange	440	65
Plan de stock options Wanadoo	4 267	9 910
Plan de stock options PagesJaunes Groupe	1 011	-
Total	5 718	9 975

La charge de l'exercice 2005 correspond à des options de souscription d'actions.

Note 28 - Endettement financier brut, disponibilités.

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Placements à CT >3 mois et <1 an	16 482	265
Disponibilités et quasi disponibilités (1)	549 827	644 077
Trésorerie active	566 309	644 342
Découverts bancaires	7 806	9 786
Autres dettes financières	5 507	4 816
Endettement financier brut	13 313	14 602
Dont part à moins d'un an	13 296	14 570
Dont part à plus d'un an	17	32

Trésorerie (endettement) net	552 996	629 740
<i>(1) Essentiellement constituées des comptes-courants et placements à moins de 3 mois auprès de France Télécom.</i>		

L'évolution des dettes financières s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Solde en début d'exercice	14 602	15 386
- Variations de périmètre	368	89 705
- Augmentation (diminution) nette	-1 657	-90 507
Solde en fin d'exercice	13 313	14 602

Note 29 – Produits constatés d'avance.

(en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Produits constatés d'avance	591 656	535 370
Total	591 656	535 370

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 30 - Transactions avec des parties liées.

Note 30.1 - Rémunération des membres du comité exécutif et du conseil d'administration.

En milliers d'euros	31/12/05	31/12/04
Avantages à court terme (1)	2 851	3 226
dont charges patronales	778	955
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	34	43
Autres avantages à long terme (3)	-	-
Indemnités de fin de contrat (4)	705	-
Avantages sur capitaux propres (5)	830	1 717
Total	4 420	4 986

*(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés.*

*(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...*

*(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, CFC, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture).*

*(4) Indemnités de licenciement.*

*(5) Stock options et autres paiements en actions.*

Note 30.2 - Transactions avec les parties liées. - Les transactions et les soldes avec les entreprises liées, résumés ci-dessous, s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante :

Créances sur les entreprises liées.

Entreprises liées (en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
France Télécom SA	15 821	15 710
Atlas Services Belgium (ex. Wanadoo international)	7 485	17 613
Autres sociétés du Groupe France Télécom	1 591	1 875
Total	24 897	35 198

A ces créances s'ajoutent les comptes courants et placements auprès de France Télécom qui s'élèvent à 637,6 M€ au 1er janvier 2005 et 537,6 millions au 31 décembre 2005.

S'ajoute également, le prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 M€ relatif au placement issu des liquidités de la cession de créance liée au prélèvement exceptionnel sur la distribution 2005.

Dettes envers les entreprises liées.

Entreprises liées (en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
France Télécom SA	35 973	30 280
Autres sociétés du Groupe France Télécom	1 297	2 197
Total	37 270	32 477

Transactions significatives avec des entreprises liées.

Transactions (en milliers d'euros)	31/12/05	31/12/04
Télérel	3 915	6 028
Coûts éditoriaux	47 276	48 264
Audiotel	1 248	1 395
Accès annuaires	5 504	2 664
Mise à disposition du personnel	-5 948	-7 631
Redevances Pages Blanches	-61 323	-58 622
Immobilier et charges locatives	-12 022	-10 085
Bases de données	-3 957	-7 640
Management fees	-5 618	-5 464
Redevances de marques	-579	-1 066
Téléphonie - hébergement	-6 070	-5 438
Autres prestations opérationnelles	-7 141	-6 353
Total	-44 715	-43 948

Les principales conventions conclues avec le Groupe France Télécom sont relatives à :

- la mise à disposition des données annuaires aux fins d'édition d'annuaires
- la prospection et le recueil de la publicité à insérer dans l'Annuaire et le 3611 en recherche alphabétique ainsi que la conception technique, l'exécution et la mise en page de cette publicité.
- la réalisation pour le compte de France Télécom des tâches nécessaires à la fabrication, la distribution et la promotion de l'Annuaire et du 3611 en recherche alphabétique
- redevances de marque et management fees.
- le prêt consenti à France Télécom d'un montant total de 64,2 M€.
- A ces transactions, s'ajoutent les produits financiers générés par la trésorerie placée chez France Télécom soit 15,4 M€, ainsi que la contribution PagesJaunes à la participation des salariés mutualisée au niveau du Groupe France Télécom.

#### Note 31 – Obligations contractuelles et engagements hors bilan.

Le récapitulatif des engagements hors bilan donnés significatifs se présente comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2005				2004
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple	37 448	15 556	21 760	132	44 389
Engagements d'achats de biens et services	120 165	51 410	68 755	-	64 224
Total	157 613	66 966	90 515	132	108 613

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2005				2004
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avals et cautions	1 013	1 009	4	-	853

- Contrats de location :

PagesJaunes SA a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des dix prochaines années.

La Direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 15,1 M€ en 2005. Sur ces 15,1 M€, 10,1 millions sont facturés par France Télécom. La part de France Télécom dans les engagements futurs s'élève à 10,7 millions en 2006 et 15,7 millions pour 2007 à 2011.

- Engagements d'achats de biens et services :

Réalisation des annuaires :

Dans le cadre de son activité, PagesJaunes SA s'engage auprès de fournisseurs de papier sur la base de contrats généralement annuels avec des engagements de volumes fermes. D'autre part, PagesJaunes SA s'engage aussi auprès d'imprimeurs sur la base de contrats tri-annuels ou bi-annuels et de distributeurs sur la base de contrats annuels pour la réalisation et la distribution des PagesJaunes et de l'Annuaire. Ces derniers engagements font seulement l'objet de volumes prévisionnels de commandes sans valeur contractuelle minimum. L'ensemble de ces engagements est évalué à 111,1 M€ dont 48,6 M€ à moins d'un an. Ces montants peuvent varier en fonction du volume réel pour chaque année.

QDQ Media est de même engagée auprès de fournisseurs de papier, avec des engagements similaires de volumes fermes et d'imprimeurs. Ces engagements s'élèvent à 8,7 M€ dont 2,8 M€ à décembre 2006 et 5,8 M€ de 2007 à 2008.

Montages déconsolidants et entités ad hoc :

Le Groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants. Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Droits individuels à la formation :

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes non-fonctionnaires et en contrats à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe PagesJaunes, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 111 637 heures au 31 décembre 2005. 309 heures ont fait l'objet d'une demande de la part de salariés.

### Note 32 – Litiges.

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, ni PagesJaunes Groupe ni aucune de ses filiales n'est partie à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de PagesJaunes estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

(i) La société Prodis qui exploite sur Internet un site à l'adresse [www.pagesjaunes.com](http://www.pagesjaunes.com) et qui est titulaire des noms de domaines [pagesjaunes.com](http://pagesjaunes.com) et [pagesjaunes.net](http://pagesjaunes.net), a assigné le 26 septembre 2000, puis le 20 avril 2001, respectivement les sociétés France Télécom et PagesJaunes, principalement en nullité des marques PagesJaunes. Dans ce cadre, la société Prodis entendait faire valoir que le dépôt de la dénomination Pages Jaunes à titre de marque serait selon elle frauduleux pour n'être que la traduction du terme Yellow Pages qui désignerait aux Etats-Unis, depuis 1886, le concept même d'annuaire professionnel et qui constituerait selon la demanderesse un terme générique repris indifféremment dans différents pays. Par jugement du 14 mai 2003, le tribunal de grande instance de Paris a confirmé la validité des marques « Pages Jaunes ». La société Prodis a interjeté appel de ce jugement en reprenant les mêmes demandes qui portent également sur la nullité des marques « Pages Blanches », « L'annuaire » et « L'annuaire des Pages Blanches ». Par une décision rendue le 30 mars 2005, la Cour d'appel de Paris a considéré notamment que « ces marques ont acquis par l'usage ancien et intensif qui en a été fait un caractère distinctif fort », que PagesJaunes et France Télécom avaient justifié « par les multiples lettres de mise en demeure produites aux débats, avoir réagi contre tout emploi illicite de leurs marques en défendant régulièrement les droits qui y sont attachés », et que « le caractère contradictoire de l'argumentation de la société Prodis (...) suffit à établir sa mauvaise foi dans l'engagement et la conduite de la présente instance ». La Cour d'appel de Paris a en conséquence confirmé le jugement rendu le 14 mai 2003 par le tribunal de Grande Instance de Paris, a déclaré irrecevables les nouvelles demandes de Prodis et a intégralement débouté Prodis de toutes ses demandes, condamnant celle-ci à verser à PagesJaunes et à France Télécom chacune 20 000 € de dommages et intérêts pour procédure abusive et 10 000 € sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile. La société Prodis ne s'étant pas pourvu en cassation, l'arrêt de la Cour d'appel de Paris est devenu définitif.

(ii) PagesJaunes a mis en [U+x009c]uvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification a pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés avait assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en oeuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Toutefois, des dossiers comportant des demandes fondées sur des motifs non tranchés par les arrêts ci-dessus ainsi que des dossiers devant les juridictions administratives sont toujours en cours.

(iii) PagesJaunes a fait l'objet, au cours des années 2001 et 2002, d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 1998 et 1999. Les seuls redressements qui restent en litige représentent un risque d'environ 6,6 M€ (intérêts inclus). La Société estime disposer d'arguments sérieux pour contrer les redressements encore contestés et n'a donc pas comptabilisé au 31 décembre 2003 de provisions au titre de ces redressements. La Société, afin de faire valoir ses arguments, a engagé une procédure contentieuse par le dépôt en juillet 2004 d'une réclamation préalable devant l'administration fiscale.

(iv) La Société a été assignée le 26 juin 2002 par une agence de publicité (FAC) devant le Tribunal de commerce de Nanterre. Cette agence de publicité considère que PagesJaunes aurait commis des actes de concurrence déloyale tels que captation de clientèle, dénigrement, démarchage abusif. Elle demande à ce titre 1 M€ de dommages-intérêts. Cette affaire a été plaidée le 14 septembre 2004 et le jugement a été rendu le 21 décembre 2004. Nos adversaires n'ont pas obtenu gain de cause. L'agence de publicité FAC a fait appel de ce jugement et PagesJaunes Groupe, bien que considérant disposer d'éléments favorables ne peut exclure en l'état la perspective éventuelle d'une condamnation en appel.

(v) PagesJaunes a assigné le 10 juin 2003 une agence de publicité (LSM) devant le tribunal de commerce de Cannes. PagesJaunes, s'appuyant sur de nombreux témoignages de clients, reproche à cette agence des actes de concurrence déloyale visant à entraîner une confusion entre LSM et PagesJaunes dans l'esprit des clients contactés par LSM pour leurs insertions publicitaires dans l'annuaire de PagesJaunes. Le Tribunal de commerce de Cannes, par un jugement du 19 février 2004, a débouté PagesJaunes de ses demandes. PagesJaunes a fait appel de cette décision qui, si elle était confirmée en appel, serait de nature à favoriser le développement de ce type d'actes de concurrence de la part d'autres agences de publicité et à créer des difficultés pour PagesJaunes dans la prospection de ses clients. Bien qu'elle estime disposer d'un dossier solide dans cette affaire, PagesJaunes ne peut exclure une confirmation en appel de cette décision.

(vi) La Société a été informée le 4 octobre 2004 d'une saisine du Conseil de la Concurrence qui aurait été déposée en date du 11 mai 1998 par le Ministre de l'Economie relative à des pratiques qui auraient été mises en [U+x009c]uvre par l'ex Office d'Annonces (devenue PagesJaunes) sur le marché de l'insertion publicitaire dans les annuaires téléphoniques en métropole et à la Réunion. Le Conseil de la Concurrence a rendu une décision de non-lieu le 20 décembre 2005.

(vii) La Société a été informée le 24 janvier 2006 d'une saisine du Conseil de la Concurrence déposée le 10 janvier 2006 par la société Le Numéro relative à des pratiques qui auraient été mises en [U+x009c]uvre par France Télécom et PagesJaunes dans le domaine des services de renseignements téléphoniques. Bien que considérant disposer d'éléments favorables, la Société ne peut exclure en l'état une éventuelle condamnation.

D'autre part, le Groupe, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assigné en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour le Groupe. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001 et stable en 2005. Au 31 janvier 2006, le nombre de ces procédures était de 28, pour un montant total de dommages et intérêts de 1,8 M€. Dans le cadre de ces procédures, le Groupe essaye de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'auront pas d'impact négatif sur la situation financière du Groupe.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

#### Note 33 - Evénements postérieurs à la clôture.

PagesJaunes a mis en [U+x009c]uvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification a pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés avait assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en oeuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Toutefois, des dossiers comportant des demandes fondées sur des motifs non tranchés par les arrêts ci-dessus ainsi que des dossiers devant les juridictions administratives sont toujours en cours.

France Télécom a été désignée par arrêté du 3 mars 2005 comme éditeur de l'annuaire universel pour une durée de deux ans. France Télécom doit rester éditeur, la cession de la marque l'Annuaire à PagesJaunes SA, filiale de PagesJaunes Groupe, telle que prévue par les accords de mai/juin 2004 ne peut dès lors être mise en [U+x009c]uvre. La solution retenue consiste à mettre en place un contrat de concession d'exploitation de l'annuaire universel imprimé au bénéfice de PagesJaunes accompagné d'un contrat de cession de la marque « L'Annuaire » pour un montant total de 12 M€. Ces contrats ont été signés le 20 janvier et sont à effet du 1er janvier 2006. Compte tenu de la mise en place du dispositif exposé ci-dessus, les contrats de réalisation et de régie des annuaires édités par France Télécom (l'Annuaire et le 36 11 alphabétique) ont été revus de façon à adapter leur périmètre au seul 36 11 alphabétique.

La Société a été informée le 24 janvier 2006 d'une saisine du Conseil de la Concurrence déposée le 10 janvier 2006 par la société Le Numéro relative à des pratiques qui auraient été mises en [U+x009c]uvre par France Télécom et PagesJaunes dans le domaine des services de renseignements téléphoniques.

#### Note 34 - Périmètre de consolidation.

Périmètre au 31 décembre 2005 :

- Sociétés consolidées par intégration globale.

Entreprise	2005		
	Pays	Intérêt	Contrôle
PagesJaunes Groupe (ex-PagesJaunes)	France	100%	100%
PagesJaunes SA	France	100%	100%
Kompass France	France	100%	100%
Wanadoo Data	France	100%	100%
Mappy (ex Wanadoo Maps)	France	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%
E-SAMA (dont Phesa et S2G)	France	100%	100%
Kompass Belgium	Belgique	100%	100%
Eurodirectory	Luxembourg	100%	100%
Edicom (ex Telecontact Maroc)	Maroc	100%	100%

- Sociétés consolidées par intégration proportionnelle :

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Editus Luxembourg	Luxembourg	49%	49%

Périmètre au 31 décembre 2004 :

- Sociétés consolidées par intégration globale.

Entreprise	2004		
	Pays	Intérêt	Contrôle
PagesJaunes Groupe (ex-PagesJaunes)	France	100%	100%
PagesJaunes SA	France	100%	100%

Kompass France	France	100%	100%
Wanadoo Data	France	100%	100%
Mappy (ex Wanadoo Maps)	France	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%

- Sociétés consolidées par mises en équivalence :

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Eurodirectory	Luxembourg	50%	50%

#### Note 35 - Transition IFRS 2004.

Impacts de la première adoption des IFRS. : Cette note détaille d'une part, les principes retenus pour l'établissement du bilan d'ouverture préliminaire IFRS au 1er janvier 2004, d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués ainsi que leurs effets sur les bilans préliminaires au 1er janvier 2004 et 31 décembre 2004 et sur les résultats préliminaires de l'exercice 2004.

35.1 - Base de préparation de la note de transition. - Les informations financières 2004 sur la transition IFRS sont établies conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » et des normes IFRS/IAS applicables au 31 décembre 2005, telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2005 et telles qu'adoptées par la Commission Européenne à cette même date.

Cependant, certaines normes et interprétations ont fait l'objet d'une application anticipée par rapport à la date d'adoption proposée. Celles-ci sont décrites dans la note 3 - [U+x0093]Principes comptables et changements d'estimation[U+x0094], au paragraphe 3.1.1.

Certaines positions comptables ne sont pas couvertes par des dispositions particulières des normes comptables internationales et leurs interprétations. Il s'agit en particulier du traitement comptable associé :

- aux offres réservées aux salariés ;
- au droit individuel à la formation.

Ces traitements comptables sont décrits dans la note 3 - [U+x0093]Principes comptables et changements d'estimation[U+x0094], au paragraphe 3.1.2. Les normes comptables prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs, tant dans le cadre de la norme IFRS 1 relative à la première application du référentiel comptable international que dans les normes elles-mêmes. Ces options sont décrites dans la note 3 - [U+x0093]Principes comptables et changements d'estimation[U+x0094], au paragraphe 3.1.3.

35.2 - Impacts sur les capitaux propres et le résultat net 2004.

	Passage normes françaises => normes IFRS		
	Capitaux propres à l'ouverture	Capitaux propres à la clôture	Dont résultat net 2004
Normes françaises	332 358	383 375	233 418
Reconnaissance du revenu	-140		140
Amortissement écart d'acquisition		4 168	4 168
Rémunération en actions			-24 124
Normes IFRS	332 218	387 543	213 602

35.3 - Impacts sur le résultat 2004. - Impacts sur le résultat 2004 :  
(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions).

Passage compte de résultat normes françaises => normes IFRS	Détail de l'écart par norme							
	Normes françaises publication 2004	IFRS 2004	Ecart	IAS18/SIC31 2.6.1	IFRS3 2.6.2	IFRS2 2.6.3	IAS1 (Reclassements) 2.6.5	Autre
Chiffre d'affaires net	973 122	967 160	-5 962	-5 962				0
Achats externes	-323 544	-317 582	5 962	5 962				0
Autres produits et charges opérationnels	32 055	26 896	-5 159				-5 313	154
Frais de personnel :								
- Salaires et charges	-265 649	-268 992	-3 343				-3 343	0
Marge brute opérationnelle	415 984	407 482	-8 502	0			-8 656	154
- Participation des salariés		-29 926	-29 926				-29 926	0
- Rémunération en actions		-25 274	-25 274			-24 124	-1 150	0

Dotation aux amortissements	-10 066	-10 066	0					
Perte de valeur des écarts d'acquisition		0	0					
Perte de valeur des immobilisations		0	0					
Résultat cession d'actifs		-363	-363				-363	0
Coût des restructurations		0	0					
Résultat des entités mises en équivalence		774	774				774	0
Résultat d'exploitation	405 918	342 627	-63 291			-24 124	-39 321	154
Produits financiers	20 434	20 784	350				350	0
Charges financières	-444	-444	0					
Gain (perte) de change	-53	-51	2				2	0
Résultat financier	19 937	20 289	352				352	0
Résultat des entités mises en équivalence	774		-774				-774	0
Autres produits (charges) non opérationnels, nets	-9 817		9 817				9 817	0
Participation des salariés	-29 926		29 926				29 926	0
Amortissement des écarts d'acquisition	-4 168		4 168		4 168			0
Impôt sur les sociétés	-149 300	-149 314	-14					-14
Résultat net	233 418	213 602	-19 816		4 168	-24 124	0	140
Résultat par action (en euros)								
Résultat net part du Groupe :								
- de base	0.84	0.77	-0.07					
- dilué	0.83	0.76	-0.07					

35.4 - Impacts sur le bilan au 1er janvier 2004.

Passage bilan d'ouverture au 01/01/04 - Actif					
Bilan normes françaises		Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS
Ecarts d'acquisition nets	1 198			1 198	Ecarts d'acquisition nets
Immobilisations incorporelles nettes	558	3 049		3 607	Autres immobilisations incorporelles nettes
Immobilisations corporelles	18 370	-3 049		15 321	Immobilisations corporelles nettes
Titres mis en équivalence	2 504			2 504	Titres mis en équivalence
Titres de participation nets	388	-388		0	Actifs disponibles à la vente
Autres actifs à long terme nets	1 352	388		1 740	Autres actifs financiers non courants
Impôts différés à long terme nets	6 508	18 034		24 542	Impôts différés actifs
Total de l'actif immobilisé	30 878	18 034	0	48 912	Total de l'actif non courant
Stock net	7 112		-276	6 836	Stock net
Créances clients nettes de provision	371 791			371 791	Créances clients nettes
Impôts différés à court terme nets	18 034	-18 034		0	
Autres créances & charges constatées d'avance	102 745	-102 745			
		20 695		20 695	Autres actifs courants

		26 979		26 979	Impôts courants
		54 214	132	54 346	Charges constatées d'avance
Valeurs mobilières de placement	11 600	857		12 457	Autres actifs financiers courants
Disponibilités	581 935	0		581 935	Disponibilités
Total de l'actif circulant	1 093 217	-18 034	-144	1 075 039	Total actif courant
Total de l'actif	1 124 095	-0	-144	1 123 951	Total de l'actif

**Passage bilan d'ouverture au 01/01/04 - Passif**

Bilan normes françaises		Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS
Capital social	54 810			54 810	Capital social
Primes liées au capital	42 249			42 249	Prime d'émission
Réserves	235 299	4	-144	235 159	Réserves
Réserves de conversion	0			0	Réserves de conversion
Capitaux propres	332 358	4	-144	332 218	Capitaux propres
Emprunts obligataires	0			0	Emprunts obligataires ou échangeables
Autres dettes financières à long et moyen terme	0			0	Dettes financières et dérivés long terme
Autres dettes à long terme	24 805	-24 805			
		17 176		17 176	Avantages au personnel - non courants
		7 690		7 690	Provisions - non courantes
				0	Autres passifs - non courants
				0	Impôts différés passifs
Total des dettes à long terme	24 805	61		24 866	Total dettes non courantes
Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	3 822	-10		3 812	Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	11 559			11 559	Découverts bancaires et autres emprunts à court terme
		15		15	Intérêts courus non échus
		4 145		4 145	Provisions - courantes
Dettes fournisseurs	107 312	-61		107 251	Dettes fournisseurs
		78 673		78 673	Avantages au personnel - courants
Charges à payer et autres provisions à court terme	177 247	-177 247			
		80 112		80 112	Autres passifs courants
		15 966		15 966	Dettes d'impôt sur les sociétés
Autres dettes	1 654	-1 654			
Produits constatés d'avance	465 338	-4		465 334	Produits constatés d'avance
Total des dettes à court terme	766 932	-65		766 867	Total des passifs courants
Total du passif	1 124 095	0	-144	1 123 951	Total du passif

**Passage bilan de clôture au 31/12/04 - Actif**

<b>Bilan normes françaises</b>		<b>Reclassements</b>	<b>Retraitements IFRS</b>	<b>IFRS</b>	<b>Bilan normes IFRS</b>
Ecarts d'acquisition nets	73 307		4 168	77 475	Ecarts d'acquisition nets
Immobilisations incorporelles nettes	2 092	6 327		8 419	Autres immobilisations incorporelles nettes
Immobilisations corporelles	23 143	-6 327		16 816	Immobilisations corporelles nettes
Titres mis en équivalence	15 493			15 493	Titres mis en équivalence
Titres de participation nets	2 263	-2 263		0	Actifs disponibles à la vente
Autres actifs à long terme nets	1 521	2 263		3 784	Autres actifs financiers non courants
Impôts différés à long terme nets	9 016	17 128		26 144	Impôts différés actifs
Total de l'actif immobilisé	126 835	17 128	4 168	148 131	Total de l'actif non courant
Stock net	12 373			12 373	Stock net
Créances clients nettes de provision	430 793			430 793	Créances clients nettes
Impôts différés à court terme nets	17 128	-17 128		0	
Autres créances & charges constatées d'avance	84 924	-84 924			
		44 350		44 350	Autres actifs courants
		133		133	Impôts courants
		39 844		39 844	Charges constatées d'avance
Valeurs mobilières de placement	264	597		861	Autres actifs financiers courants
Disponibilités	644 077			644 077	Disponibilités
Total de l'actif circulant	1 189 559	-17 128	0	1 172 431	Total actif courant
Total de l'actif	1 316 394	0	4 168	1 320 562	Total de l'actif

**Passage bilan de clôture au 31/12/04 - Passif**

<b>Bilan normes françaises</b>		<b>Reclassements</b>	<b>Retraitements IFRS</b>	<b>IFRS</b>	<b>Bilan normes IFRS</b>
Capital social	55 758			55 758	Capital social
Primes liées au capital	52 610		15 725	68 335	Prime d'émission
Réserves	41 589		8 259	49 848	Réserves
Résultat net part du Groupe	233 418		-19 816	213 602	Résultat net part du Groupe
Réserves de conversion	0			0	Réserves de conversion
Capitaux propres	383 375	0	4 168	387 543	Capitaux propres
Emprunts obligataires	0			0	Emprunts obligataires ou échangeables
Autres dettes financières à long et moyen terme	32			32	Dettes financières et dérivés long terme
Autres dettes à long terme	30 391	-30 391			
		22 062		22 062	Avantages au personnel - non courants
		8 329		8 329	Provisions - non courantes
		0		0	Autres passifs - non courants
		0		0	Impôts différés passifs
Total des dettes à long terme	30 423	0	0	30 423	Total dettes non courantes

Part à – d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	3 822			3 822	Part à – d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	10 730			10 730	Découverts bancaires et autres emprunts à court terme
		18		18	Intérêts courus non échus
		236		236	Provisions - courantes
Dettes fournisseurs	107 026			107 026	Dettes fournisseurs
		82 021		82 021	Avantages au personnel - courants
Charges à payer et autres provisions à court terme	241 543	-241 543			
		0		0	Divers à payer
		91 261		91 261	Autres passifs courants
		72 112		72 112	Dettes d'impôt sur les sociétés
Autres dettes	4 104	-4 104			
Produits constatés d'avance	535 371	-1		535 370	Produits constatés d'avance
Total des dettes à court terme	902 596	0		902 596	Total des passifs courants
Total du passif	1 316 394	0	4 168	1 320 562	Total du passif

### 35.6 - Description des principaux retraitements IFRS.

35.6-1 Chiffre d'affaires. - Le compte de résultat consolidé IFRS 2004 présente un chiffre d'affaires diminué de 6 M€ par rapport au chiffre d'affaires publié selon les normes françaises en raison des changements de présentation de certaines charges en déduction du chiffre d'affaires :

- Impact négatif de 2 M€ au titre du reclassement en réduction du chiffre d'affaires des échanges de publicité,
- Impact négatif de 4 M€ au titre du reclassement en réduction du chiffre d'affaires de la redevance de régie Europages.

Ces éléments étaient comptabilisés en charges selon les normes françaises, il n'y a donc pas d'effet ni sur la marge brute opérationnelle ni sur le résultat net consolidé.

35.6-2 Amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition. - Selon l'option offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les Regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004. Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1er janvier 2004, ce qui génère un impact positif au compte de résultat de 4 M€ (6 M€ à périmètre constant en raison de l'acquisition de QDQ Media).

### 35.6-3 Stock options et offres réservées aux salariés :

- Stock options.

Selon les principes comptables français, aucune charge de rémunération n'est constatée lors de l'attribution des stock options.

L'application de la norme IFRS 2 (« Paiement fondé sur des actions ») a pour conséquence la comptabilisation en charges des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées par France Télécom à ses employés, parmi lesquels des employés de PagesJaunes Groupe. Au compte de résultat IFRS 2004, les charges relatives aux options représentent 10 M€, la contrepartie de ce montant a été comptabilisée en capitaux propres, les plans étant dénoués en actions.

- Offres réservées aux salariés.

A la suite de l'ouverture du capital de PagesJaunes Groupe en juillet 2004, la Société a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe France Télécom. A l'issue de celle-ci, 4,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés.

Par ailleurs, à la suite de la cession par l'Etat de 10,85 % du capital social de France Télécom S.A. intervenue le 7 septembre 2004, l'Etat a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisation, à une offre d'actions réservée aux salariés et anciens salariés des Groupes France Télécom et PagesJaunes Groupe. La période de souscription a été ouverte du 1er au 13 décembre 2004. A l'issue de celle-ci, 28,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés dont 2,3 millions d'actions par les salariés de PagesJaunes Groupe. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 20 janvier 2005.

En IFRS, pour ces deux opérations, le Groupe a valorisé l'avantage accordé aux salariés et anciens salariés à la juste valeur à la date d'attribution des droits en prenant en considération la période d'incessibilité. Au compte de résultat IFRS 2004, l'impact des offres est une charge complémentaire de 11 M€ au titre de l'offre de France Télécom et de 3 M€ au titre de l'offre PagesJaunes Groupe.

L'impact total relatif aux stock options et offres réservées aux salariés est donc de 24 M€, le montant total porté au compte de résultat (compte « rémunérations en actions ») est de 25 M€, une charge de 1 M€ ayant déjà été comptabilisée en normes françaises.

35.6-4 Principaux reclassements au bilan. - Les comptes de bilan ont fait l'objet de reclassements afin de conformer leur présentation aux règles IFRS. Outre les reclassements décrits ci-dessus, les principaux reclassements au 1er janvier 2004 sont les suivants :

- Le solde net du poste « Logiciels » classé en immobilisations corporelles au bilan en normes françaises a été reclassé en immobilisations incorporelles pour 3 M€ (6 M€ à la clôture) ;
- Le solde du poste « Autres créances et charges constatées d'avance » a été principalement reventilé sur 4 postes soit respectivement :
  - en « Autres actifs courants » pour 21 M€ (44 M€ à la clôture),
  - en « Impôts courants » pour 27 M€ (0 à la clôture),
  - en « Charges constatées d'avance » pour 54 M€ (40 M€ à la clôture),
  - en « Autres actifs financiers courants » pour 1 M€ (1 M€ à la clôture) ;
- Le solde du poste « Autres dettes à long terme » a été principalement reventilé sur 2 postes soit respectivement :

- en « Avantages du personnel non courants » pour 17 M€ (22 M€ à la clôture),
- en « Provisions -non courantes » pour 8 M€ (8 M€ à la clôture) ;
- Le solde du poste « Charges à payer et autres provisions à court terme » a été principalement reventilé sur 4 postes soit respectivement :
  - en « Provisions – courantes » pour 4 M€ (0 à la clôture),
  - en « Avantages du personnel – courant » pour 79 M€ (82 M€ à la clôture),
  - en « Autres passifs courants » pour 80 M€ (91 M€ à la clôture),
  - en « Dettes d'impôt sur les sociétés » pour 16 M€ (72 M€ à la clôture) ;
- les impôts différés actifs et passifs sont présentés en IFRS dans une ligne spécifique et classés en non courants, ainsi le solde du poste libellé en normes françaises « Impôts différés court terme nets » à l'actif et au passif est reclassé en « Impôts différés actifs et passifs ».

35.6-5 Principaux reclassements au compte de résultat. - Indépendamment des retraitements IFRS détaillés ci-dessus (reconnaissance des revenus, amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition, paiement fondé sur des actions), les agrégats du compte de résultat ont fait l'objet de reclassements afin de mettre en conformité leur présentation aux règles IFRS. Les principaux reclassements au 31 décembre 2004 concernent le résultat d'exploitation soit :

- la présentation de la participation des salariés en frais de personnel ;
- la ventilation du solde négatif de 10 M€ des « autres produits et charges non opérationnels » en normes françaises principalement en :
  - autres produits et charges opérationnels pour (5) M€ incluant notamment les frais d'introduction en bourse de la Société,
  - salaires et charges pour (4) M€,
  - rémunérations en actions pour (1) M€.

35.7 Effets sur le tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2004.

Montant en M€	Exercice clos le 31/12/04		
	Normes françaises	IFRS	Retraitements/reclassements
Résultat net consolidé part du Groupe	233 418	213 602	-19 816
			0
Amortissements des immobilisations	14 233	10 065	-4 168
+ ou – values sur cessions d'actifs	411	411	0
Variation des provisions	-4 081	-4 081	0
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence	512	512	0
Charge d'impôts de l'exercice	-1 579	149 314	150 893
Produits et charges d'intérêts		-20 391	-20 391
Intérêts minoritaires	0	0	0
Ecart de change non réalisé	0	51	51
Autres éléments non monétaires	0	0	0
Rémunération en actions		24 124	24 124
Diminution (augmentation) en stocks	-4 810	-5 086	-276
Diminution (augmentation) des créances clients	-36 325	-36 325	0
Diminution (augmentation) des autres créances	18 006	18 138	132
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	-10 810	-10 810	0
Augmentation (diminution) des autres dettes	153 259	70 229	-83 030
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		20 784	20 784
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		-444	-444
Impôts versés		-67 859	-67 859
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	362 234	362 234	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	-8 376	-8 376	0
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	215	215	0
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	-21 981	-21 981	0
Investissements dans les MEE	-13 500	-13 500	0
Produits des cessions de titres de participation et de filiales, nets de la trésorerie cédée	0	0	0

Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs LT	11 509	11 509	0
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	-32 133	-32 133	0
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme	-89 326	-89 326	0
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts CT	-1 167	-1 167	0
Augmentation de capital	58 492	58 492	0
Dividendes versés	-235 958	-235 958	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-267 959	-267 959	0
Variation nette des disponibilités et quasi disponibilités	62 142	62 142	0
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0	0	0
Disponibilités et quasi disponibilités à l'ouverture	581 935	581 935	0
Disponibilités et quasi disponibilités à la clôture	644 077	644 007	0

L'application des normes IFRS n'a pas d'incidence ni sur la variation ni sur le solde des disponibilités.

### C - Projet d'affectation du résultat.

Il sera proposé à l'assemblée générale d'affecter le bénéfice de l'exercice soit 242 142 849 € comme suit :

- à hauteur de 1,02 € par action, compte tenu du report à nouveau antérieur de 3 689 152 909 €,
- le solde du montant disponible au poste « Report à nouveau ».

Le dividende serait mis en paiement à partir du 2 mai 2006.

Le montant global du dividende s'élèverait en conséquence au maximum à 284 365 402 €, étant précisé que les actions qui seront détenues par la société à la date de mise en paiement du dividende, n'y donneront pas droit.

L'assemblée générale conférerait tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de déterminer, en considération du nombre d'actions détenues par la société à la date de mise en paiement du dividende, le montant global du dividende et en conséquence le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste "Report à nouveau".

Il est précisé que la totalité du dividende est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende par action (1)	Avoir fiscal (2)
2002	182 700	0,91	Dont 0,038 ouvrant droit à avoir fiscal
2003	182 700	0,86	Sans avoir fiscal
2004	278 789 610	0,93	Sans avoir fiscal (3)

(1) Le montant du dividende tient compte de la division du nominal décidée par l'assemblée générale du 27 mai 2004, la valeur nominale de chaque action ayant été portée de 300 € à 0,20 €.

(2) L'avoir fiscal a été retenu au seul taux de 50 % pour les besoins du présent tableau (ne concerne que les exercices 2002 et 2003).

(3) 100 % du dividende étant éligible à la réfaction de 50 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (ne concerne que l'exercice 2004).